

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Le Parti devant les élections (*Albert Treint*). — Les Partis communistes et le parlementarisme. — Préparons-nous aux travaux du V^e Congrès (*G. Zinoviev*). — Le Congrès du Parti communiste allemand (*Pierre Franklin*). — Le programme d'action du Parti communiste allemand. — Sur le rôle du Parti communiste allemand (*Edwin Hoernle*). — Chronique des cellules : Sur

l'activité pratique du Parti allemand (*Jean*). — Les élections italiennes (*Ariel*). — En Russie soviétique : Chez les ouvriers de Rostov-sur-Don (*Edmundo Peluso*). — La nouvelle épuration du Parti communiste. — Ordre du jour du 5^e Congrès de l'I. C. — L'opinion des militants : Le gouvernail de l'Internationale (*Michel Marty*).

Le Parti devant les Elections

La participation d'un parti communiste aux élections bourgeoises n'est pas une question de principe, mais une question de tactique. Ce qu'il y a de commun entre l'erreur social-démocrate et l'erreur antiparlementaire, c'est que toutes deux posent comme un principe soit la participation, soit la non-participation aux élections parlementaires.

En août 1905, le tsar proclama la convocation d'un *Parlement consultatif*. Les bolcheviks boycottèrent les élections. Ils firent ainsi, parce qu'ils avaient prévu que la vague de grèves d'alors prendrait un caractère politique, révolutionnaire et donnerait naissance à l'insurrection.

Par contre, en 1908, les bolcheviks de gauche furent exclus du parti en raison de leur refus de participer à un *Parlement ultra-réactionnaire*. A cette époque, la Révolution de 1905 était écrasée et c'était une nécessité d'utiliser les élections et la Douma pour l'agitation et pour la combinaison de l'action légale et de l'action illégale du Parti.

En septembre-novembre 1917, les bolcheviks participèrent aux élections à la Constituante, c'est-à-dire, à un *Parlement législatif*. Cependant la République soviétiste avait déjà vaincu, la Révolution d'octobre 1917 était déjà victorieuse. C'est qu'à ce moment les élec-

tions à la Constituante étaient en cours. Et, pour balayer cette Assemblée, il fallait d'une part prouver expérimentalement aux masses l'inutilité et la nécessité de la Constituante et, d'autre part, introduire à l'intérieur de celle-ci assez de députés bolcheviks pour pouvoir la dissoudre facilement.

Nous pouvons imaginer telle situation concrète en France, où, à la veille d'événements révolutionnaires, la meilleure tactique serait de boycotter les élections parlementaires.

Mais il est évident qu'en Mai 1924, la situation n'est pas telle que la tactique de la non-participation puisse être envisagée.

Donc, notre Parti prend part aux élections parlementaires du 11 Mai.

Dans quelles conditions ?

De nombreuses élections partielles d'après-guerre ont démontré qu'un pourcentage notable de travailleurs se sont à maintes reprises abstenus d'aller aux urnes.

Naturellement il ne s'agit que dans une très faible mesure d'antivotards agissant ainsi par principe. Les masses travailleuses ont été trompées tant de fois par tous les partis politiques de jadis qu'une partie d'entre elles manifeste par son abstention une défiance et un scepticisme instinctifs à l'égard du bulletin de vote. Il y a aussi la défiance systématique d'une par-

tie des masses syndicalistes vis-à-vis des partis politiques.

Un tel état d'esprit, si explicable par les dupes répétées dont la classe ouvrière a été la victime, offre un terrain particulièrement favorable à l'antiparlementarisme des anarchistes.

Le moyen le plus sûr pour le Parti Communiste de vaincre les préventions systématiques ou instinctives d'une partie des travailleurs contre tout parti politique quel qu'il soit et contre la participation aux élections, c'est d'apparaître à tous les yeux comme le parti de la lutte prolétarienne, non seulement sur le terrain électoral, mais aussi à l'usine, dans la démonstration de rues et dans les grèves.

Après la grande crise économique qui, en 1919-1920, a secoué d'un bout à l'autre du monde le régime capitaliste, la France bourgeoise a provisoirement retrouvé un équilibre économique bien relatif et bien factice sans doute, mais qui tout de même n'a pas permis à notre Parti de faire ses preuves d'une manière éclatante devant l'ensemble des travailleurs, dans des luttes de grande envergure.

Dans une telle situation, il nous fallait néanmoins, vaincre les préventions exploitables par les anarchistes, d'une part de la classe ouvrière. Il nous fallait montrer clairement que le Parti Communiste est absolument dévoué au prolétariat, qu'il n'est pas un parti électoral bourgeois et qu'il a rompu avec l'esprit et la pratique de la II^e Internationale dont les partis socialistes fonctionnaient comme des machines à transformer les suffrages ouvriers en mandats parlementaires pour le compte de leurs dirigeants.

Au IV^e Congrès mondial l'Internationale prescrivit au parti français de présenter au moins neuf dixièmes de candidats ouvriers ou paysans aux élections de 1924. Plus tard, notre Conseil National d'octobre dernier, puis le Congrès de Lyon décidèrent que, sauf les députés sortants aucun membre du Comité directeur, aucun membre de la rédaction de l'*Humanité*, aucun fonctionnaire politique appointé du Parti, ne pourrait être candidat.

L'ensemble de ces décisions, qui ont été fort heureusement appliquées avec rigueur, est tactiquement juste étant donnée la situation du mouvement ouvrier en France.

Cela est d'autant plus vrai que subsiste encore dans certains cercles du Parti un certain esprit d'arrivisme électoral. Nous avons vu certain politicien, abusant de sa Fédération, publier dans le journal du parti qu'il dirige une liste de candidats où figurait son nom avant que celle-ci soit soumise à la ratification du Comité directeur. Nous ne nous sommes pas laissés forcer la main. Nous avons tenu bon et, pour vaincre cet esprit d'arrivisme, nous n'aurions pas hésité à affronter en pleine bataille électorale une crise intérieure dans une de nos fédérations.

Plus dangereux peut-être que l'arrivisme électoral est l'esprit électoraliste qui consiste dans la croyance à la transformation du régime capitaliste en un régime socialiste par la conquête de la majorité des sièges au Parlement et par le déplacement qui en est la conséquence du centre de gravité du parti vers son groupe parlementaire.

Tant que dans nos propres rangs l'esprit électoraliste et l'arrivisme électoral, en particulier celui de certains éléments d'esprit petit-bourgeois, ne seront pas réduits à l'impuissance, tant qu'à l'extérieur subsisteront des préventions de couches importantes de travailleurs contre une action électorale du parti qui aurait l'apparence de servir l'intérêt particulier de ses dirigeants, les mesures adoptées par le IV^e Congrès mondial et par le Congrès de Lyon, demeureront tactiquement justes.

C'est seulement quand notre Parti aura passé par d'assez rudes épreuves, quand il aura participé au premier rang à de grandes batailles ouvrières, quand chacun aura pu se convaincre que le poste de député communiste est au moins aussi périlleux que n'importe quel autre poste du parti, c'est seulement alors que nous pourrons abroger des décisions tactiques qui n'auront plus leur raison d'être.

Dans le Parti et au sein des masses, nous devons, au cours de cette période électorale, bien mettre cela en lumière.

Donner une valeur de principe aux mesures tactiques édictées par le 4^e Congrès mondial et par le Congrès de Lyon, ce serait, sous prétexte de lutter contre l'influence anarchiste, propager une erreur anarchiste.

Notre campagne électorale devra être une période particulièrement intense d'agitation révolutionnaire.

C'est la première fois que, comme Parti Communiste, nous participons à des élections générales, et nous devons nous y montrer avec notre clair visage communiste.

D'abord, nous devons montrer le déclin du capitalisme. Pendant la guerre, il a fallu produire pour satisfaire à la fois aux besoins normaux des hommes et aux besoins destructeurs des armées. Dans l'ensemble du monde et malgré les dévastations, l'appareil industriel de production capitaliste s'est accru sur notre globe. Il s'est accru grâce aux profits prélevés sur la misère des travailleurs par l'abaissement de la puissance d'achat des salaires.

Appareil industriel mondial surdéveloppé, capable de surproduction, coexistant avec l'impuissance consommatrice des masses travailleuses, telle est la contradiction mortelle dans laquelle se débat le capitalisme d'après-guerre.

Pour résoudre cette contradiction, il faudrait ou bien augmenter la capacité consommatrice des masses, ou bien réduire l'appareil industriel mondial.

Augmenter la capacité consommatrice des masses, c'est élever les salaires, diminuer la

durée de la journée de travail pour occuper tous les chômeurs. Augmenter cette capacité consommatrice assez pour absorber toute la production dont est capable l'appareil industriel mondial surdéveloppé par la guerre, cela signifie que les capitalistes renoncent bénévolement à leurs profits.

Cela est évidemment impossible. Nous voyons, au contraire, les capitalistes chercher à maintenir et à accroître leurs profits en augmentant la durée de la journée de travail, en jetant ainsi sur le pavé de nouveaux chômeurs, en diminuant les salaires et en brisant la résistance ouvrière. Ainsi se trouve renforcée l'impuissance consommatrice des masses qui est à l'origine des crises d'après-guerre.

Réduire l'appareil industriel mondial, telle est la seconde issue pour le régime capitaliste. Mais le monde est partagé en impérialismes rivaux. Chacun d'eux cherche au contraire à maintenir et à accroître son propre appareil de production. C'est la recherche de nouveaux débouchés, comme la Chine, déjà partagée en zones d'influence. Le régime capitaliste continuant, un jour viendra, où les impérialismes se retrouveront face à face comme en 1914 et rien d'autre que la force ne pourra décider entre eux.

Offensive capitaliste contre la classe ouvrière et marche accélérée vers une nouvelle guerre impérialiste, telles sont les seules perspectives que nous offre le capitalisme.

La politique de la Ruhr doit être placée dans ce cadre pour être bien comprise. En réduisant la classe ouvrière allemande à la misère, elle favorise l'offensive capitaliste dans le monde entier. En paralysant la production allemande, elle fait le jeu de l'impérialisme français et de l'impérialisme anglais.

Le compromis, l'association intercapitaliste franco-allemande pour l'exploitation de la Ruhr, ne saurait être, en attendant la prochaine guerre impérialiste, qu'une tentative internationale du Capital pour réduire les ouvriers de la Ruhr d'abord et ensuite les ouvriers de l'Europe et du monde, à un régime de bagne industriel, en même temps qu'une telle association sera le théâtre d'une lutte économique et diplomatique entre les capitalismes rivaux pour le partage des profits et pour le droit au charbon et aux débouchés nécessaires à leurs industries.

Pour résister à l'offensive capitaliste, à la dictature bourgeoise, au fascisme, à la guerre impérialiste, qui menacent aussi bien sous le signe du Bloc national que sous le signe du Bloc des gauches, les ouvriers doivent réaliser le front unique et l'élargir en un Bloc ouvrier et paysan.

Le développement de la propriété capitaliste réduit les ouvriers à une misère sans cesse accrue en même temps qu'il asservit ou fait disparaître la petite propriété basée sur le travail.

Front unique, Bloc ouvrier et paysan, à travers des alternatives d'avance et de recul, ne peuvent que ralentir la marche à la misère des travailleurs. Mais, dans le combat, ceux-ci s'organisent, s'aguerrissent et apprennent par leur propre expérience qu'ils ne peuvent résister à l'exploitation sans cesse accrue qui pèse sur eux, qu'en abattant le pouvoir de la bourgeoisie.

Ainsi le Bloc ouvrier et paysan n'est pas seulement une formation électorale, mais une formation de lutte sur tous les terrains. Ce bloc s'est réalisé en 1920 entre les métayers du Bas-Adour et les métallurgistes du Boucau, et, l'année dernière, au cours de diverses grèves, dans le Midi et dans la Moselle.

Dans le Bloc ouvrier et paysan, le rôle moteur et dirigeant appartient au prolétariat et en particulier au prolétariat industriel, qui, groupé dans les usines, dans les gares, dans les ports, dans les villes, commande les points stratégiques de la lutte quotidienne et révolutionnaire et qui, ne possédant rien que sa force de travail, n'est pas entravé par l'illusion de la petite propriété.

Ce Bloc ouvrier et paysan n'a de sens que s'il aspire au pouvoir, et nous sommes ainsi conduits au mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan.

Un tel gouvernement peut naître de la lutte violente, mais l'hypothèse ne peut être exclue qu'il naisse d'une majorité parlementaire.

Mais un gouvernement ouvrier et paysan qui met en danger les profits de la bourgeoisie, ne peut pas se maintenir sur la base parlementaire. Il se heurte inévitablement à la résistance armée et au sabotage de la bourgeoisie qui continue à disposer de l'appareil de l'Etat : armée, magistrature, police, etc.

Pour vaincre cette résistance, le gouvernement ouvrier et paysan doit s'appuyer sur les institutions de la classe ouvrière : syndicats, coopératives restitués à l'esprit de la lutte des classes ainsi que Conseils d'ouvriers et de paysans pauvres.

C'est ainsi que dans la lutte violente inévitable contre la bourgeoisie, le Gouvernement ouvrier et paysan se transforme en un gouvernement des Soviets, instrument de la dictature armée du prolétariat sur la classe capitaliste vaincue mais non disparue.

Au cours de notre campagne électorale, nous devons non seulement faire la critique du régime capitaliste tel qu'il est sorti de la guerre, non seulement montrer que nous sommes dans la période historique qui verra sa disparition ; non seulement nous devons appeler les masses ouvrières et paysannes à s'unir contre le capitalisme dans la lutte pour des revendications immédiates ; mais encore nous devons évoquer la perspective révolutionnaire, les Soviets et la dictature du prolétariat.

Nous ne sommes pas seulement le parti des 6 francs et des 1.800 francs, le parti du front

unique, du Bloc ouvrier et paysan, du gouvernement ouvrier et paysan ; nous sommes le Parti de la Révolution prolétarienne et communiste.

Et nous devons nous montrer partout avec notre vrai visage.

A chaque ouvrier, à chaque paysan, si arriéré soit-il, nous devons dire :

« Tu sens la nécessité de venir te grouper autour de nous pour te débattre contre l'ennemi capitaliste. Fais d'abord ce premier pas.

« Tu penses peut-être que nous exagérons, qu'il n'est pas besoin de Soviets, de dictature du prolétariat ni de révolution violente et que tu pourras, avec ta classe, te tirer d'affaires sans démolir le régime capitaliste.

« N'importe, fais avec nous le premier pas. Puis, par l'expérience même de la lutte, tu reconnaitras la nécessité de faire avec nous le deuxième, le troisième pas.

« Et, en définitive, tu t'apercevras que tu

es toujours devant le même problème : c'est-à-dire renverser la bourgeoisie qui ne se laissera point arracher ses profits et ses privilèges dans la légalité et par la persuasion. »

Notre campagne électorale doit préparer les masses travailleuses à l'idée de l'insurrection armée et donner au prolétariat des députés prêts à l'heure propice à briser de l'intérieur la machine parlementaire.

En attendant, les futurs députés communistes ne cesseront d'appuyer les mouvements de revendications des ouvriers et des paysans par l'agitation la plus rude menée du haut de la tribune de la Chambre ; et chaque fois que ce sera nécessaire, ils combineront le travail légal avec le travail illégal.

Sous l'influence communiste, les élections parlementaires doivent servir à préparer la chute du parlementarisme.

Albert TREINT.

Les Partis Communistes et le Parlementarisme

A la veille de la bataille parlementaire, il n'est pas inutile de publier les thèses sur le parlementarisme qui furent votées en 1921 au 2^e Congrès mondial.

La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme

L'attitude des partis socialistes à l'égard du parlementarisme consistait à l'origine (à l'époque de la Première Internationale), à utiliser les parlements bourgeois pour la propagande. *On envisageait la participation à l'œuvre parlementaire du point de vue du développement de la conscience de classe, c'est-à-dire de l'éveil, de l'hostilité des classes prolétariennes contre les classes dirigeantes.* Cette manière d'envisager les classes avait cours, non sous l'influence d'une théorie, mais sous celle du progrès politique. Grâce à l'augmentation incessante des forces productrices et à l'élargissement du domaine de l'exploitation capitaliste, *le capitalisme gagna beaucoup en solidité; il en fut de même pour les Etats parlementaires.*

C'est de là que tirent leur origine : *l'adaptation de la tactique parlementaire des partis socialistes à l'action législative des Parlements bourgeois et l'importance toujours croissante de la lutte pour l'introduction de réformes dans les cadres du capitalisme,* la prédominance du soi-disant programme minimum des partis socialistes, l'utilisation du programme maximum visant à un « but final » éloigné. C'est sur cette base que se développèrent ensuite les symptômes de la compétition parlementaire, de la corruption, de la trahison ouverte ou secrète des intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière.

La Troisième Internationale considère le parlementarisme non du point de vue d'une nouvelle doctrine, mais par rapport à la transformation qui doit s'opérer dans le rôle du parlementarisme. A l'époque précédente, le Parlement, en qualité d'agent du capitalisme qui se développait, a joué dans

une certaine mesure, un rôle historique important, il a marqué un progrès. Mais dans les conditions actuelles d'impérialisme à outrance le Parlement est devenu un instrument de mensonge, de fraude, de violence et de bavardage énervant. Etant donnés les armements, les vols, les violences, les destructions, les actes de brigandage causés par l'impérialisme, les réformes parlementaires du système en vigueur, dépourvues de stabilité, de plan rationnel, ont perdu toute importance pratique.

De même que toute la société bourgeoise, le parlementarisme a perdu, lui aussi, toute sa solidité. La transition subite de la période organique à la période critique crée une nouvelle base pour la tactique du prolétariat en ce qui concerne le parlementarisme. C'est ainsi que le Parti ouvrier russe (les bolcheviks) avait déjà élaboré les bases du parlementarisme révolutionnaire à l'époque précédente, car, depuis 1905, la Russie était sortie de l'équilibre politique et social pour entrer dans la période des orages et des bouleversements.

Lorsque certains socialistes, niant le Communisme, insistent sur ce que le moment de la révolution sociale n'est pas arrivé dans leurs pays et se refusent momentanément à se séparer des opportunités parlementaires, ils partent, somme toute, d'une appréciation consciente ou inconsciente de l'époque présente, considérée par eux comme une période de solidité relative de la société impérialiste, et supposent pour cette raison qu'une coalition avec les Turati et les Longuet pourrait donner certains résultats pratiques dans leur lutte pour les réformes.

Dès son apparition, le communisme doit commencer par expliquer théoriquement le caractère de son époque (apogée du capitalisme, tendances de l'impérialisme à se renier et à se détruire lui-même, accroissement irrésistible de l'intensité de la guerre civile, etc., etc.). Les formes, groupements et situations politiques peuvent différer dans différents

pays, mais l'état des choses reste, au fond, le même partout; il s'agit pour nous de préparer immédiatement les conditions politiques et techniques de l'insurrection du prolétariat pour détruire le pouvoir bourgeois et pour créer le pouvoir prolétarien.

Le Parlement ne peut, actuellement, pour les communistes, être, en aucun cas, le théâtre d'une lutte pour les réformes, pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, comme cela a eu lieu à certains moments de l'époque précédente. Le centre de gravité de la vie politique actuelle a définitivement dépassé les limites parlementaires. D'autre part, la bourgeoisie est obligée, non seulement par les rapports dans lesquels elle se trouve vis-à-vis de la classe laborieuse, mais aussi vis-à-vis de ses propres éléments, de faire passer ses entreprises, d'une manière ou d'une autre, par le Parlement où diverses coteries se disputent le pouvoir, découvrant ainsi leur côté fort, trahissant leur côté faible, se heurtant, etc., etc.

Aussi est-ce le devoir historique immédiat de la classe ouvrière d'arracher ces appareils des mains des classes dirigeantes, de les briser, de les détruire et de créer à leur place des organes du pouvoir prolétarien. L'état-major révolutionnaire de la classe ouvrière est également intéressé à avoir ses éclaireurs dans les institutions parlementaires bourgeoises, pour faciliter son œuvre de destruction.

C'est par là qu'on verra, clairement, la différence essentielle existant entre la tactique des communistes, qui entrent au Parlement avec un but révolutionnaire, et la tactique du parlementaire-socialiste. Ce dernier commence par reconnaître la stabilité relative du régime en vigueur. Il se donne pour tâche d'obtenir à tout prix des réformes; il est intéressé à ce que les conquêtes des masses soient mises au compte du parlementarisme socialiste et considérées comme un service rendu par lui (Turati, Longuet et Cie). Le vieux parlementarisme est remplacé par le nouveau, qui est un instrument destiné à détruire le parlementarisme en général. Les éléments contradictoires de l'ancienne tactique parlementaire poussent certains éléments révolutionnaires dans le camp de ceux qui sont les adversaires du parlementarisme (I. W. W., syndicalistes révolutionnaires, K. A. P. D.).

Voici les thèses acceptées à ce sujet par le II^e Congrès de l'Internationale Communiste :

Le Communisme, la lutte pour la dictature du prolétariat et l'utilisation du Parlement bourgeois

1. Le parlementarisme, en tant que système gouvernemental, est une forme démocratique de la domination de la bourgeoisie. A un moment donné de son développement il a besoin d'une fiction de représentation populaire, qui doit, tout en constituant par son caractère extérieur, une organisation de la volonté sociale en dehors des classes, être en réalité une machine de coercition et d'oppression dans les mains du capital dominant.

2. Le parlementarisme est une forme déterminée de régime gouvernemental. C'est pourquoi il ne convient en aucun cas à la société communiste, qui ne connaît ni classes, ni luttes de classes, ni aucune sorte de pouvoir gouvernemental.

3. Le parlementarisme ne peut être non plus la forme de gouvernement de l'Etat « prolétarien » dans la période de transition qui va de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus aigu de la lutte de classe, lorsque

celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit inéluctablement édifier son organisation gouvernementale, en tant qu'organisation « de combat », dans laquelle il ne laissera pénétrer aucun représentant des anciennes classes dominantes; toute fiction de « volonté populaire » est, au cours de cette phase, nuisible au prolétariat; celui-ci n'a nul besoin de la séparation parlementaire des pouvoirs qui ne peut que lui être néfaste; la république soviétiste est la forme de la dictature du prolétariat.

4. Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie, ne peuvent pas être conquis, comme l'Etat bourgeois en général ne peut pas être conquis par le prolétariat. La tâche du prolétariat consiste à briser et à détruire la machine gouvernementale de la bourgeoisie, y compris les institutions parlementaires, qu'elles soient républicaines ou monarchistes constitutionnelles.

5. *Il en sera de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie qu'il est faux d'apposer théoriquement aux organes gouvernementaux.* En fait, leur appareil est identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie; elles doivent être également détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par des Soviets locaux de députés ouvriers.

6. *Le communisme dénie donc au parlementarisme tout avenir; il le nie en tant que forme de dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête des Parlements; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. C'est pourquoi il ne peut être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction.* C'est dans ce sens et rien que dans ce sens que la question peut être posée.

7. Toute lutte de classes est une lutte politique, car elle est, en fin de compte, une lutte pour le pouvoir. Toute grève s'étendant sur tout un pays, devient une menace pour le gouvernement bourgeois, et par cela même, acquiert un caractère politique. S'efforcer de renverser la bourgeoisie et de « briser par tous les moyens un Etat, c'est soutenir une lutte politique. Se créer un appareil de gouvernement et de coercition « de classe » contre la bourgeoisie réfractaire, c'est, quel que soit cet appareil, conquérir le pouvoir politique.

8. La lutte politique ne se résume donc nullement en une question d'attitude envers le parlementarisme. Elle embrasse toute la lutte de classe du prolétariat, pour autant que cette lutte cesse d'être locale et partielle et tend au renversement du régime capitaliste.

9. La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir gouvernemental, est, avant tout, celle des actions en masse. Ces dernières sont organisées et dirigées par les organisations de masses du prolétariat (Syndicats, Partis, Soviets), sous la conduite générale du Parti communiste solidement uni, discipliné et centralisé. La guerre civile est une guerre. Dans cette guerre, le prolétariat doit avoir un corps d'officiers politiques, un bon état-major politique, qui conduit toutes les opérations dans toutes les branches de l'activité.

10. La lutte en masse représente tout un système d'actions qui se développent, qui s'avivent par leur forme même et mènent logiquement à l'insurrection contre l'Etat capitaliste. Dans cette lutte en masse qui se transforme fatalement en guerre civile, le Parti dirigeant du prolétariat doit, en règle

générale, renforcer derrière lui toutes les positions légales, en faire de solides points d'appui de son action révolutionnaire et les subordonner au plan de campagne principal, c'est-à-dire à la lutte en masse.

11. Un de ces solides points d'appui est la tribune du Parlement bourgeois. On ne doit pas invoquer contre la participation à l'action parlementaire la qualité bourgeoise de l'institution gouvernementale. Le Parti communiste y entre, non pour y mener une action organisatrice, mais pour saper de l'intérieur la machine gouvernementale et le Parlement lui-même. (Exemples : l'action de Liebknecht en Allemagne, des bolcheviks à la Douma tsariste, à « l'Assemblée démocratique », au « Pré-Parlement » de Kérensky et, enfin, à « l'Assemblée Constituante », ainsi que dans les municipalités.)

12. Cette action parlementaire, qui consiste surtout à user de la tribune parlementaire dans un but d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manœuvres de l'adversaire, à grouper politiquement les masses, etc., doit être totalement subordonnée aux buts et aux tâches de la lutte en masse extra-parlementaire.

13. Au cas où les communistes seraient en majorité dans les institutions communales, ils devraient : a) pratiquer l'opposition à l'égard du pouvoir central bourgeois ; b) tout faire pour rendre des services à la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, introduction ou tentative d'introduction d'une milice ouvrière armée, etc.) ; c) indiquer à chaque occasion les obstacles que dresse l'Etat bourgeois aux réformes radicales ; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire aussi intense que possible, sans craindre le conflit avec le pouvoir gouvernemental ; e) remplacer, dans certaines circonstances, les organes communaux par des Soviets d'ouvriers locaux. Toute l'action des communistes doit donc faire partie de l'œuvre générale de destruction du système capitaliste.

14. La campagne électorale elle-même doit être menée, non dans le sens de l'obtention du maximum de mandats parlementaires, mais dans le sens de la mobilisation des masses sous les mots d'ordre de la révolution prolétarienne. La lutte électorale ne doit pas être menée seulement par les têtes du Parti, mais par l'ensemble des adhérents au Parti ; tout mouvement des masses doit être utilisé (grèves, démonstrations, troubles parmi les soldats et les marins, etc...) Toutes les organisations prolétariennes des masses doivent être sans cesse poussées à une action active.

15. L'action parlementaire est, dans ces conditions, en complète opposition avec l'écœurante action parlementaire pratiquée par les Partis socialistes de tous les pays, dont les députés entrent au Parlement pour soutenir une constitution « démocratique » ou, dans le meilleur des cas, pour le « conquérir ». Le Parti communiste ne peut admettre que l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme, telle que nous l'ont montrée Karl Liebknecht et les bolcheviks.

16. « L'anti-parlementarisme » de principe, conçu comme la négation absolue et catégorique de la participation aux élections et de l'action révolutionnaire parlementaire n'est donc qu'une conception enfantine et naïve ne résistant pas à la critique. Elle résulte d'une profonde aversion pour les politiciens parlementaires, lorsqu'on ne voit pas la possibilité du parlementarisme révolutionnaire. Il arrive, de plus, que cette opinion se base sur une com-

préhension tout à fait erronée du rôle du Parti, qui, dans ce cas, n'est pas considéré comme une avant-garde de combat ouvrière centralisée, mais comme un système décentralisé de sections révolutionnaires mal reliées entre elles.

17. D'un autre côté, la nécessité d'une participation effective aux assemblées parlementaires ne découle nullement de la reconnaissance en principe de l'action révolutionnaire au Parlement. Tout dépend ici d'une série de conditions spécifiques. La sortie des communistes du Parlement peut devenir nécessaire à un moment donné. C'est ce qu'ont fait les bolcheviks, lorsqu'ils quittèrent le Pré-Parlement de Kérensky, afin de le ruiner, de le rendre impuissant et de lui opposer plus vivement le Soviet de Pétrograd à la veille de se mettre à la tête de l'insurrection ; c'est ce qu'ils ont fait à l'Assemblée Constituante le jour de sa dissolution, en se transportant au 3^e Congrès des Soviets. Dans d'autres circonstances, il peut être nécessaire de boycotter les élections ou de monter immédiatement à l'assaut de la clique bourgeoise parlementaire, ou même de participer aux élections tout en boycottant le Parlement lui-même, etc...

18. De la sorte, tout en reconnaissant en règle générale la nécessité de la participation aux élections, tant au Parlement qu'aux organes du pouvoir local, ainsi que la nécessité de mener une action communiste dans ces institutions, le Parti communiste doit trancher la question concrètement, en tenant compte des particularités spécifiques du moment. Le boycottage des élections ou du Parlement, de même que la sortie du Parlement, sont des moyens auxquels il peut être utile d'avoir recours surtout lorsqu'on se trouve en présence d'un ensemble de conditions permettant le passage immédiat à la lutte armée pour la conquête du pouvoir.

19. Il est indispensable d'avoir constamment en vue le peu d'importance relatif de cette question. Si le centre de gravité se trouve dans la lutte « extra-parlementaire » pour le pouvoir gouvernemental, il va de soi que la dictature prolétarienne et la lutte « en masse » pour la réalisation de celle-ci n'ont rien de commun avec la question particulière de l'utilisation du parlementarisme.

20. C'est pourquoi l'Internationale Communiste affirme de la façon la plus catégorique qu'elle considère comme un crime envers le mouvement ouvrier toute scission ou tentative de scission à l'intérieur des Partis communistes qui suivent « cette » voie. Le Congrès fait appel à tous les partisans de la lutte en masse pour la dictature du prolétariat révolutionnaire centralisé, qui usera de son influence dans toutes les organisations de la classe ouvrière, pour obtenir l'unité complète des éléments communistes, en dépit des désaccords qui peuvent surgir du fait de la question du parlementarisme.

A propos de la tactique parlementaire révolutionnaire

Il est nécessaire :

1^o Que le Parti communiste dans son ensemble et son Comité Central s'assurent d'une façon générale, dans la période préparatoire qui précède les élections, de la sincérité et de la valeur du candidat au Parlement. Le Comité Central doit répondre de tous les actes de la fraction parlementaire communiste ; il doit avoir le droit indiscutable d'écarter tout candidat désigné par une organisation quel-

conque s'il estime que ce candidat pourrait ne pas remplir son mandat communiste.

Les partis communistes doivent renoncer à l'habitude de choisir des députés surtout parmi les représentants des professions libérales, avocats, etc... Qu'il soit de règle de choisir des candidats parmi les ouvriers, sans craindre leur inexpérience parlementaire.

Les partis communistes doivent repousser avec un mépris impitoyable les éléments arrivistes qui se glissent dans le Parti à la veille des élections à seule fin d'entrer au Parlement. — Les Comités Centraux ne doivent approuver que la candidature des hommes qui, par leur passé, ont donné des preuves indiscutables de leur dévouement à la classe ouvrière ;

2° Les élections achevées, l'organisation de la fraction parlementaire doit se trouver entièrement entre les mains du Comité Central du Parti, sans tenir compte de la légalité ou de l'illégalité de ce dernier. — Le choix des membres du bureau de la fraction parlementaire doit être approuvé par le Comité Central. Le Comité Central du Parti doit avoir, dans la fraction parlementaire, un représentant pourvu du droit de vote. Dans toutes les questions politiques importantes, la fraction doit demander au préalable les directives du Comité Central.

Le Comité Central a le droit et le devoir de désigner ou d'écarter les orateurs qui doivent intervenir dans les questions importantes. Ceux-ci soumettent à son approbation les thèses de leurs discours, voire le texte complet.

Tout candidat de la liste communiste doit s'engager à donner sa démission à la première demande du Comité Central, afin que le Parti ait toujours la possibilité de le remplacer.

3° Dans les pays où les éléments réformistes, demi-réformistes ou simplement arrivistes ont pénétré dans la fraction communiste (c'est déjà le cas dans certains pays), les Comités Centraux du Parti Communiste doivent les éliminer impitoyablement. Une fraction communiste peu nombreuse mais vraiment communiste sert mieux les intérêts de la classe ouvrière qu'une fraction nombreuse sans fermeté de principes communistes ;

4° Tout député communiste doit, selon la décision du Comité Central, unir le travail illégal au travail légal. — Dans les pays où les députés communistes bénéficient encore, selon les lois bourgeoises, de l'immunité parlementaire, cette immunité doit servir à l'organisation et à la propagande illégales du Parti ;

5° Les moindres actes des députés communistes au Parlement doivent être subordonnés au travail non-parlementaire du Parti. — Le dépôt de projets de loi purement démonstratifs et conçus, non en vue de leur adoption par la majorité bourgeoise, mais pour la propagande et l'agitation, doit avoir lieu sur les indications du Comité Central ;

6° Pendant les manifestations dans les rues, organisées par les ouvriers, et pendant d'autres démonstrations révolutionnaires, il est du devoir des députés de se tenir à la tête des masses ouvrières et de les guider ;

7° Les députés communistes doivent entretenir par tous les moyens (sous le contrôle du Parti) le contact avec les ouvriers, les paysans et les travailleurs de toute catégorie ; ils ne doivent en aucun cas agir comme les députés socialistes qui cherchent à entretenir des relations d'affaires avec leurs électeurs. Ils doivent toujours se tenir à la

disposition des organes communistes pour faire œuvre de propagande dans le pays ;

8° Tout député communiste au Parlement doit bien comprendre qu'il n'est pas un législateur cherchant à trouver un langage commun avec d'autres législateurs, mais un propagandiste du Parti envoyé dans le camp ennemi pour y faire la propagande du Parti. Le député communiste est responsable non devant la masse anonyme des électeurs, mais devant le Parti Communiste légal ou illégal ;

9° Les députés communistes doivent parler au Parlement un langage intelligible à tout ouvrier, à tout pâtre, à toute blanchisseuse, de manière à ce que le Parti puisse imprimer ses discours en brochures et les répandre dans les coins les plus éloignés du pays ;

10° Les simples travailleurs communistes doivent aborder sans crainte la tribune parlementaire des Parlements bourgeois sans jamais céder la place à de meilleurs orateurs parlementaires, — même au cas où ces travailleurs n'en seraient qu'à leurs débuts parlementaires. En cas de nécessité, les députés provenant des milieux ouvriers lisent simplement leurs discours, destinés à être reproduits par la presse et en brochures spéciales ;

11° Les députés communistes doivent utiliser la tribune parlementaire non seulement pour démasquer la bourgeoisie et sa valetaille officielle, mais aussi les social-patriotes, les politiciens réformistes du centre et, de façon générale, les adversaires du communisme et pour faire une large propagande des idées de la 3^e Internationale ;

12° Les députés communistes, même s'ils ne sont que peu nombreux, doivent jeter le défi à la société bourgeoise et ne jamais oublier que seul est digne du nom de communiste celui qui non par des paroles, mais par des actes, se montre l'ennemi mortel de la société bourgeoise et de ses serviteurs social-patriotes.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse

Préparons-nous aux Travaux du V^e Congrès

Lettre à toutes les Sections de l'Internationale Communiste

Le 5 juin 1924 s'ouvre le V^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste. Plus d'un an s'est écoulé depuis le IV^e Congrès.

Une foule de questions d'une importance primordiale attendent une solution.

Le programme. — Le V^e Congrès doit établir définitivement le programme de l'I. C. Les premiers projets ont déjà été publiés à l'occasion du IV^e Congrès. Pendant ses cinq années d'action, l'I. C. a élaboré des documents qui constituent des parties essentielles de son programme. Telles sont les thèses de Lénine sur la dictature et la démocratie, la résolution du II^e Congrès sur le rôle des partis communistes dans la révolution, les résolutions sur la question agraire et la question nationale. Les matériaux sont réunis; il reste à construire avec ces matériaux un édifice harmonieux.

Ce n'est pas chose facile que d'élaborer le programme de l'I. C., surtout aujourd'hui que notre maître-ouvrier, Lénine, n'est plus. Il est impossible de remettre l'ouvrage à plus tard. Ce sera au V^e Congrès de l'exécuter. Ce même Congrès aura à sanctionner le programme de quelques-unes des principales sections de l'I. C., qui doivent se hâter d'achever les travaux préparatoires.

La tactique de l'I. C. — Cette question sera sans doute débattue en liaison avec un autre point de l'ordre du jour, la situation économique mondiale. Le V^e Congrès étudiera les résultats de l'application de la tactique du front unique. Cette tactique subit maintenant de nouvelles attaques. On ne saurait nier que, dans la pratique, elle ait dévié plus d'une fois vers l'opportunisme. Néanmoins, ses résultats ont été positifs. La tactique du front unique reste vraie pour toute une période. Il faut seulement prendre des mesures préventives contre ses déformations et apprendre à l'adapter aux conditions concrètes de chaque pays. Le danger opportuniste reste le plus grave. Mais il ne peut être combattu que si nous portons un coup décisif à la « maladie infantile de gauche ». L'I. C. est entre deux vagues de la révolution prolétarienne. Une vague est passée, l'autre ne monte pas encore. Certains pays, tels que l'Allemagne, sont entre deux révolutions. L'I. C. doit combattre le révisionnisme de droite et la phraséologie des « gauches », qui n'est parfois autre chose qu'un révisionnisme de « gauche ».

Principaux problèmes en litige dans les sections.

— Une des parties les plus importantes des travaux de tous nos Congrès, c'est l'examen des questions litigieuses et des problèmes soulevés par nos sections. C'est ici que, dans la pratique même, nos partis apprennent à se connaître les uns les autres. Ainsi se forge peu à peu un parti communiste international unique. Les vives discussions, les débats difficiles n'ont pas manqué entre le IV^e et le V^e Congrès. Ces désaccords ont parfois été considérés comme une « crise de l'I. C. ». En

fait, il n'y a pas de crise. Les partis communistes ont à se former des difficultés formidables. On peut affirmer que la plus puissante section de l'I. C., le P. C. R., durant les vingt-cinq années de son existence, a traversé crise sur crise. Ces soi-disant « crises » reflètent le progrès, la trempe progressive d'un parti communiste. Celui qui s'imagine qu'un parti se forme facilement ne comprend rien. Dans l'ensemble, les plus importantes sections de l'I. C. se sont fortifiées et constituent une avant-garde plus homogène qu'au moment du IV^e Congrès. Le Comité Exécutif, cette fois-ci, a mis en avant sept grandes sections : Russie, Allemagne, Italie, Bulgarie, Angleterre, Etats-Unis et Japon.

Russie. — Le Congrès examinera la nouvelle situation économique de l'Union soviétique et fera le bilan de la *Nep*. Il s'arrêtera sur les résultats de la récente discussion et prononcera sur ce sujet son mot décisif.

Allemagne. — Le Congrès aura à donner son avis sur les désaccords intérieurs du P. C. allemand au sujet de la retraite d'Octobre. Sans aucun doute, il condamnera, comme le Comité Exécutif l'a fait en son temps, les déviations opportunistes. Il aura aussi à s'élever résolument contre l'extrême gauche qui est en train de se former et qui n'a rien de bolcheviste. Il devra mettre un frein aux excès tactiques dont la nouvelle majorité n'est pas exempte.

Italie. — Le Congrès décidera, sans aucun doute, la fusion immédiate des communistes avec les socialistes fusionnistes et aidera le P. C. I. à combattre plus énergiquement le fascisme et la social-démocratie.

Bulgarie. — Le Congrès aura à donner son avis sur les événements que le P. C. bulgare a traversés. Les fautes que sa majorité a commises en juin 1923, elle les a elle-même reconnues. Le Congrès n'aura plus qu'à aider le P. C. B. à rattraper le temps perdu et à remplir la tâche que lui impose la marche des événements.

Angleterre. — Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais s'élaborent des conditions favorables à l'existence d'un grand parti communiste. En ce sens, ce qui se passe là est d'une portée plus grande encore que les événements d'Allemagne. Le Congrès fera tout ce qui dépend de lui pour que les possibilités soient réalisées et que le P. C. anglais devienne un véritable parti de masses.

Etats-Unis. — Le *Workers Party* devient un parti de masses. Devant lui se dresse le problème de l'attitude à tenir envers le parti petit-bourgeois des *farmers*. Le Congrès examinera avec toute son attention ce nouveau problème et aidera le parti américain à remplir le rôle qui lui est dévolu.

Japon. — Le mouvement ouvrier japonais commence seulement à se développer. Les violentes répressions dont les communistes sont victimes ont

empêché jusqu'à présent la création d'un parti de masse. Mais un grand parti ouvrier et paysan est en voie de formation. Les communistes y participent. Le Congrès devra étudier avec soin le mouvement ouvrier japonais.

La question syndicale occupera de nouveau une grande place dans nos travaux. Plus l'influence communiste croît dans les syndicats, plus les chefs social-démocrates redoublent d'efforts pour hâter la scission. Dans la gauche allemande se cristallise un point de vue complètement erroné, extrêmement dangereux, sur les syndicats réactionnaires. De tout le poids de son autorité, le V^e Congrès se prononcera contre l'abandon des syndicats et résoudra la question pratique de l'organisation des ouvriers exclus par les social-démocrates.

L'examen de la question nationale ne sera pas d'une moindre importance. Les fondements théoriques de la solution ont été posés aux précédents Congrès par les rapports et les résolutions de Lénine. Il incombe au présent Congrès de donner à la politique nationale de l'I. C. des applications concrètes en rapport avec la situation des pays intéressés, particulièrement en ce qui concerne les pays d'Orient et les colonies, où sous le couvert de la lutte pour l'indépendance nationale se renforce sans cesse le mouvement révolutionnaire dirigé contre la domination du capital international. Une solution juste facilitera à tous les partis la conquête des masses. Précisément dans la question nationale et la question agraire, l'I. C. se distingue foncièrement de la I^{re} et de la II^e Internationale qui, par suite des conditions historiques, ne les avaient posées que d'une façon abstraite. Si l'I. C. ne les résoud pas dans l'esprit de Lénine, elle ne pourra songer à conquérir la majorité des travailleurs, condition primordiale de la victoire.

Les relations avec la classe paysanne seront discutées à l'occasion du rapport sur l'Internationale Paysanne récemment fondée (Conférence de Moscou en 1923). Résoudre le problème national, c'est pour une grande part résoudre le problème paysan. La jeune Internationale Paysanne est, sans aucun doute, destinée à un grand avenir. Les partis communistes d'Occident n'ont pas encore fait la centième part de ce qu'il faudrait pour attirer à eux les éléments paysans qui peuvent être gagnés à la classe ouvrière. Le V^e Congrès posera la question vigoureusement et résolument.

Une nouvelle question introduite dans l'ordre du jour est celle des intellectuels. Il s'agit ici des intellectuels au sens large du mot, y compris les techniciens. Dans bien des pays, par suite de la situation économique, les intellectuels sont en opposition plus ou moins violente au régime. Dans tous les coins du monde : en Allemagne, au Japon, en Bulgarie, en France, ailleurs encore, cette couche sociale, sous la pression du besoin, sous l'influence de la politique dévastatrice de l'impérialisme, est acculée à un carrefour; une grande partie se tourne avec sympathie vers le prolétariat révolutionnaire. L'I. C. doit ici prendre l'initiative. Elle doit montrer en quoi le véritable marxisme, vivant et révolutionnaire, se distingue ici de l'attitude desséchante des « docteurs de la loi ».

Les questions d'organisation se poseront beaucoup plus concrètement qu'auparavant grâce à l'expérience acquise. La majorité des P. C. d'Occident, jusqu'à ce jour, n'ont pas opéré leur réorganisation sur la base des cellules d'usines. Résoudre cette question, non pas verbalement, mais en fait, serait faire un pas immense dans la voie de

la préparation effective de la révolution prolétarienne.

Le V^e Congrès étudiera également en détail les questions de propagande. Il accordera l'attention qu'il mérite au mouvement des jeunes, qui se développe si magnifiquement et qu'un grand avenir attend dans l'œuvre de préparation de la révolution mondiale.

Le V^e Congrès se consacrera aussi à la question féminine, à la question coopérative, etc.

L'ordre du jour est riche et varié. Les deux mois qui restent jusqu'au Congrès doivent être consacrés pour toutes les sections de l'I. C. à une préparation complète.

Nous aurons sous peu la possibilité de vérifier les forces des communistes par les élections d'Italie, d'Allemagne et de France. Les communistes n'accordent pas une importance capitale aux élections, mais celles-ci n'en sont pas moins significatives comme moyen de vérifier l'influence communiste. Les récentes élections de la Ruthénie des Carpathes, ce coin perdu de l'Europe, montrent que, par une attitude juste envers la classe paysanne, le Parti communiste peut attirer à lui une grande partie de cette dernière.

Les événements d'Allemagne ont été de la plus haute importance pour l'activité de l'I. C. durant l'exercice écoulé. En automne 1923, ces événements se sont précipités avec une telle impétuosité que tous les révolutionnaires s'attendaient à un violent essor du mouvement, à une insurrection décisive. Mais c'est la défaite qui vint. La classe ouvrière allemande est, pour quelque temps, repoussée. La préparation de la révolution prolétarienne en Allemagne n'en reste pas moins un des plus grands problèmes qui se dressent devant l'I. C. en général, et devant ses principales sections d'Europe en particulier.

La conquête de la majorité de la classe ouvrière, telle est la tâche des tâches, que le fondateur de l'Internationale Communiste, Lénine, nous a léguée. Cette tâche n'est pas encore accomplie. Le V^e Congrès devra travailler attentivement à sa solution.

Sans Lénine mais dans l'esprit du léninisme, telle sera la devise du V^e Congrès. Le grand guide de l'Internationale Communiste est mort, mais son œuvre est vivante, surtout vivante dans l'Internationale Communiste. Le V^e Congrès traitera toutes les questions qui se posent à lui dans le plus pur esprit léniniste. La pensée de Lénine reste l'étoile directrice de toutes les sections de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Congrès du Parti Communiste Allemand

Les tendances

Dans notre dernier article sur le Parti communiste allemand, nous avons sévèrement analysé les événements d'octobre et novembre de l'an dernier et les principales fautes commises par la Centrale du P.C.A. Certains militants de l'Internationale estiment aujourd'hui que toute la défaite d'octobre doit être mise sur le compte du fait que le P. C. A. n'avait pas estimé à leur juste valeur les forces en présence. Que ce fait ait joué un rôle dans la défaite d'octobre, nous n'en disconvenons pas ; mais il ne faut pas pour cela détourner le problème de son point central : le Congrès de Leipzig a orienté le parti allemand dans un sens opportuniste et la politique saxonne fut une grande faute et la cause première de la défaite. Est-ce que c'est du fait qu'il n'avait pas estimé à leur juste valeur les forces contre-révolutionnaires en présence, que le P.C.A. s'est retiré sans livrer un seul combat d'arrière-garde ? Poser cette question, c'est résoudre le problème ou tout au moins le poser sur son véritable terrain.

La défaite d'octobre, sans aucun doute, fut beaucoup plus lourde que les défaites de 1919, 1920 et de 1921. Elle a fait éclater au grand jour la crise qui sévissait depuis une année déjà, à l'état latent, dans le P.C.A. Jusqu'à Chemnitz, il existait deux tendances dans le parti allemand : une gauche au pouvoir à Berlin, Hambourg et dans quelques districts, et une droite qui jouissait de la majorité dans le parti et qui avait la Centrale du parti entre ses mains. Après Chemnitz, au moment où la gauche se fit agressive, on compte trois tendances. La droite se scinda et outre la gauche (Ruth Fischer, Maslov) et la droite (Brandler, Thalheimer), on vit se former un centre (Koenen, Remmele). Les trois tendances élaborèrent leurs thèses et les discussions, souvent violentes, qui sont bonnes dans un véritable Parti communiste, parce qu'elles assainissent l'air, font la clarté et cimentent la véritable unité — commencèrent dans la presse et les réunions du Parti.

Ce qui sépare la Gauche du Centre

Il nous semble inutile aujourd'hui d'analyser les thèses et l'attitude de la droite, et cela pour deux raisons. Le groupe Brandler-Thalheimer se borna à défendre la politique suivie par le Parti communiste allemand jusqu'à Chemnitz, déclara « qu'outre quelques légères erreurs commises, la politique suivie était au fond juste et la seule bonne politique », et la deuxième raison est que nos lecteurs connaissaient bien la politique de l'ancienne Centrale du P.C.A. et que la droite compte aujourd'hui une centaine d'adhérents dans tout le Parti allemand.

Il est plus intéressant, à notre avis, de voir ce qui sépare la gauche du centre.

Qu'est-ce que le centre ? Que veut-il ? Qui est-il ? Mais d'abord qu'est-ce qu'une tendance dans un parti ? C'est un groupe qui a des vues nettes et définies et qui fait des propositions concrètes.

Si nous voulons partir de cette définition, nous devons dire que le centre n'a pas existé jusqu'à Chemnitz dans le P.C.A. Certes, il s'est trouvé des camarades qui, l'an dernier déjà, n'ont pas toujours partagé les vues de Brandler et de la majorité de la Centrale, mais qui ont malgré tout continué à rester sur le terrain du Congrès de Leipzig. Dans ce sens, la formation du centre, après Chemnitz, fut un gros progrès pour le P. C. A. Mais, comme tous les centres, dans tous les partis politiques (Bebel avait déjà appelé le centre le « *Sumpl* » : marécage), le centre dans le P.C.A. n'est pas un bloc homogène et ne sait pas exactement ce qu'il veut. Il commit aussi l'erreur d'accepter dans son sein des éléments totalement compromis dans la politique de la droite, ce qui le discrédita complètement et permit à la gauche de le dénoncer comme « une droite masquée ». Le centre commit aussi d'autres erreurs. Tout d'abord il ne sut et ne put pas tracer une frontière à droite et dans plus d'un district on vit la droite disparaître complètement et se réfugier dans le centre. Au lieu d'épurer, le centre cria à la victoire. Puis dans les critiques qu'il exerça contre la direction du P.C.A., on retrouva, point par point, les critiques exercées par la gauche, mais moins claires et beaucoup moins précises. Le centre commit en outre l'erreur de critiquer la gauche en essayant de la ridiculiser et au fond continuait à rester sur le terrain du Congrès de Leipzig, sans pouvoir préconiser une politique nouvelle et claire pour l'avenir. Aucun programme concret. Mais plus le mécontentement devenait grand parmi les membres du Parti, plus la gauche gagnait du terrain, plus le centre allait à gauche et changeait ses positions.

Une conférence fut convoquée à Moscou pour régler les différends dans le P. C. A. Le centre fut représenté par Koenen et Remmele. A Moscou, le camarade Pieck, membre de la droite, passa au centre, élaborer une résolution commune avec le centre, puis vota contre cette résolution et quitta le centre. Plusieurs cas semblables se répétèrent. Le centre n'arriva jamais à adopter une position nette et ce fut sa mort.

Et maintenant quelles sont les différences entre le centre, la gauche et qu'est-ce que la gauche reproche au centre ?

1° Son langage imprécis sur la « dictature fasciste » et ses thèses sur cette question ; 2° le centre croit encore que l'entrée des communistes dans le cabinet saxon aurait pu être le signal de larges mouvements de masses et que c'est de Saxe que le mouvement révolutionnaire devait partir ; 3° la conception que ce sont par des petites révoltes locales qu'on gagnera la classe ouvrière à l'idée de la révolution ; 4° la conception que la révolution n'est pas un acte unique ; 5° que le prolétariat allemand se trouvera dans un temps prochain à nouveau devant la question de la prise du pouvoir politique, alors qu'il est évident que le prolétariat allemand n'en est maintenant qu'à la conquête des droits qu'il a perdus.

Sous la pression de la gauche et à force de changer d'attitude, le centre a déjà abandonné quelques-unes de ses conceptions énoncées cidessus. Mais il y a encore d'autres différences plus sensibles qui subsistent entre la gauche et le centre :

1° C'est d'abord la question de la retraite d'octobre. Le centre est d'avis que la retraite était nécessaire, mais non pas sans combattre : en d'autres termes devait être couverte par des combats partiels. La gauche déclare que cette conception prouve que le centre n'a pas encore compris la situation, que la lutte historique devait être livrée en novembre et qu'à ce moment le Parti avait des chances de vaincre :

2° La question du front unique. Le centre reconnaît que le P.C.A. a commis des fautes dans la tactique du front unique, mais « qu'au fond la ligne suivie était juste ». La gauche répond que « le fond de cette politique est l'alliance avec les social-démocrates, la coalition parlementaire en Saxe avec la social-démocratie et l'orientation de toute la politique du Parti vers la Saxe et non vers les grands centres ouvriers ». (Berlin, Allemagne centrale, ports du Nord). Cette ligne politique, ajoute la gauche, est opportuniste et a conduit à la défaite d'octobre. Le P.C.A. était, malgré toutes ses fautes, le seul parti ouvrier révolutionnaire et n'avait plus rien à gagner avec la tactique du front unique. Les plus grands succès remportés par le Parti, continue la gauche, n'ont pas été remportés à l'aide du front unique, mais lorsque le Parti est allé seul à la bataille : grèves de mai, journée antifasciste du 29 juillet, grèves de Cuno ;

3° Questions d'organisation. La gauche reproche au centre d'avoir une conception faussée et dangereuse pour le Parti, dans la question du regroupement du Parti, pendant sa période illégale, sur le système des cellules d'usines. Dans ses thèses, le centre dit : « que les cellules d'usines auront toutes les fonctions de l'organisation. » Y compris alors la direction des mouvements ? C'est une conception évidemment faussée, purement syndicaliste et anticommuniste. Ce serait ainsi la mort du Parti communiste qui se transformerait en organisation syndicaliste et fédéraliste. C'est précisément là le danger qu'un parti, qui veut avoir sa base sur les cellules d'usines, doit éviter.

Telles sont les différences qui existent entre le centre et la gauche, les deux seules tendances qui comptent aujourd'hui dans le P.C.A.

Le résultat des discussions

Seul un Congrès du Parti peut mettre fin à ces luttes de tendances en se prononçant clairement. Au moment où nous écrivons ces lignes, le Congrès du Parti communiste allemand est réuni illégalement (pour permettre aux quelques dizaines de camarades de l'ancienne direction du P.C.A., sous le coup de mandats d'arrêt, aux députés communistes poursuivis et aux nombreux délégués illégaux d'y assister).

Les sections et fédérations du P.C.A. ont pris position les unes après les autres, ont nommé leurs délégués au Congrès du Reich du Parti et voici, à titre documentaire, pour montrer ce que pense les membres du P.C.A., combien chaque tendance, dans ces Congrès, a reçu de voix :

Fédération de :	Gauche	Centre	Droite
Hesse-Francfort	33	2	0
Rhénanie centrale	70	4	0
Bavière du Nord.....	15	9	0
Rhénanie-Wesphalie sud	60	21	0
Silésie	27	13	0
Magdebourg	38	5	6
Prusse orientale	5	15	0
Bade	52	7	0
Palatinat-Sarre	16	6	0
Saxe occidentale	65	4	0
Ruhr	100	5	0

Dantzig : résultats précis manquant. Majorité contre.

Lausitz	19	9	0
Saxe inférieure	36	12	0
Thuringe	41	28	0
Mecklembourg	46	3	0
Hesse-Cassel	26	11	0
Saxe orientale	48	54	0
Erzgebirge-Vogtland	7	41	4
Halle-Mersebourg	18	19	0
Nord-Ouest (Brême)	20	23	0
Wurtemberg	38	22	1
Hambourg	63	5	0
Berlin-Brandenbourg ..	101	0	0
Westphalie	18	25	0
Poméranie	39	9	0
Bavière du Sud.....	1	6	0

Le Congrès du Parti communiste allemand s'est prononcé par le 75 % de ses délégués en faveur de la gauche, qui obtient la majorité et reprend la direction du Parti.

Le congrès du parti

Le Congrès du Parti communiste allemand se terminera ce soir, et il a eu des tâches toutes spéciales à remplir.

En octobre-novembre 1923, le prolétariat allemand a subi une défaite beaucoup plus grande que les défaites de 1919, 1920 et 1921. Cette défaite est plus grande, car ni en 1919 ni en 1921, le prolétariat allemand n'avait à sa disposition un parti de masses qui pouvait lui montrer le chemin et parce qu'il ne fut encore jamais si près de la prise du pouvoir politique, comme ce fut le cas en 1923. En janvier et mars 1919, nous avons assisté à des combats d'une avant-garde, d'une élite que les larges masses, encore empoisonnées d'illusions démocratiques, n'ont pas suivie. Mars 1920 a vu les luttes héroïques des spartakistes, qui n'ont pas compris que le rôle d'un Parti communiste était d'entraîner les masses. En mars 1921, ce furent à nouveau les combats d'une avant-garde révolutionnaire qui n'estima pas à sa juste valeur les forces de l'adversaire et celles des réformistes.

Mais, en octobre 1923 l'Allemagne traversait une crise économique d'une violence inouïe. L'adversaire était divisé, la confiance des ouvriers dans les réformistes était fortement ébranlée, et l'influence du P. C. A. grandissait chaque jour. Nous avions, en outre, dans le prolétariat un minimum d'illusions démocratiques et la situation internationale était favorable. Et le P. C. A. a essuyé la défaite avec un maximum de chances dans sa poche. La tâche la plus urgente qui s'impose aujourd'hui au P. C. A., c'est de rassembler les masses ouvrières et d'organiser la lutte pour la conquête des positions perdues et de préparer les combats

pour la prise du pouvoir politique. Le Congrès du Parti a été unanime dans cette question.

Une autre question s'est posée au Congrès du P. C. A. Le prolétariat a-t-il été battu d'une manière décisive ? Répondre par l'affirmative, c'aurait été prétendre que la bourgeoisie allemande est capable de reconstruire son économie. Non, la situation intérieure du Reich, a dit le Congrès, reste *objectivement révolutionnaire*. Cela signifie que les antagonismes intérieurs du capitalisme allemand subsistent, que la crise sociale n'est pas résolue et n'est pas prête de l'être (malgré tous les rapports des Comités d'experts) et que l'insécurité internationale subsiste. Le Congrès a compris sa tâche : celle de préparer et d'organiser la révolution.

Mais il est indéniable que la situation est aujourd'hui différente de celle d'octobre 1923. La crise économique et sociale reste aiguë, mais la vague révolutionnaire est en décroissance. La stabilisation du mark est la cause d'un calme entièrement *subjectif*. La défaite d'octobre a jeté la désorganisation et la démoralisation dans le camp ouvrier. La bourgeoisie allemande a exploité ces divers facteurs pour démontrer clairement au prolétariat qu'il avait subi une défaite politique et militaire. L'abolition de la journée de 8 heures (les faits économiques le prouvent) est beaucoup moins une mesure économique qu'une mesure politique. Par une politique habile des salaires, la bourgeoisie allemande cherche à diviser le prolétariat et elle est aidée en cela par la social-démocratie, qui ne veut pas compromettre la reconstruction de l'économie capitaliste.

Mais, au milieu de cette vague de dépression et de démoralisation, nous voyons déjà les signes d'un réveil ouvrier et du rassemblement des forces prolétariennes sous le drapeau du Parti communiste. Les élections dans les Conseils d'entreprises viennent de prouver clairement que la décomposition de la social-démocratie est irréparable et très avancée, que le P. C. A. jouit de la majorité parmi la classe ouvrière et que la social-démocratie n'est plus qu'un parti de petits-bourgeois. Si elle a encore la majorité au Parlement sur les communistes, c'est grâce à l'appui des voix petites-bourgeoises. Les grèves de Rhénanie, celles des ports du Nord, les mouvements des ouvriers de l'industrie chimique et des métallurgistes, celui des cheminots, qui a éclaté spontanément et qui fut étouffé par les réformistes, l'agitation parmi les ouvriers de campagne, — autant de signes d'un réveil ouvrier prochain. Ce sont, il est vrai, des luttes défensives, mais qui nous indiquent dans quel sens le P. C. A. devra orienter sa politique nouvelle.

Le Congrès du P. C. A. a dit : « La période de dépression actuelle, la période de recul et de luttes défensives, doit être limitée. Elle sera terminée aussitôt que le Parti aura réussi à rassembler les masses sous son drapeau et à arrêter l'offensive capitaliste. En 1921, après les combats de mars, le Parti se trouvait devant la même tâche. Il l'a partiellement résolue et, à ce moment, il a rempli la partie la plus importante de cette tâche. Mais il n'a pas compris qu'il ne devait pas perdre de vue le but principal : la révolution et sa préparation. Le P. C. A. a conduit des combats partiels et a lancé des mots d'ordre intermédiaires. »

Le Congrès qui vient de se terminer a reconnu que, dans tous les combats qu'il organise comme dans tous ceux qui commencent spontanément, le P. C. A. doit montrer au prolétariat les buts communistes, dictature du prolétariat et république des

soviets, et ne pas se laisser détourner de cette voie par des buts et succès faciles, partiels et illusoire. La tâche principale du P. C. A. reste tout entière : *organiser la révolution prolétarienne en créant de véritables organes de classe*, en créant le front unique, par en bas, du prolétariat révolutionnaire, en divisant l'adversaire, en cherchant des alliés du prolétariat chez les paysans et en paralysant la petite bourgeoisie, qui ne peut être gagnée à la cause des communistes.

La période pour laquelle le P. C. A. vient de fixer ses tâches est la période de transition, qui doit conduire à la lutte pour le pouvoir politique. Les principaux mots d'ordre de cette période seront : journée de 8 heures ; salaires réels du temps de paix ; du travail pour les chômeurs ; contrôle de la production ; élargissement des droits des Conseils d'entreprises ; rassemblement des masses laborieuses en des organes qui pourront instantanément se transformer en Conseils et Soviets, et préparatifs de la dictature. De cette manière, revendications économiques et revendications politiques seront étroitement liées les unes aux autres.

Et, enfin, quand sera terminée cette période de transition ? Personne ne peut le dire. Prétendre qu'elle sera courte, c'est faire de la charlatannerie. Prétendre qu'elle sera longue, c'est faire du défaitisme. Ce qui est important pour le P. C. A., c'est avoir toujours conscience qu'il est le seul parti ouvrier révolutionnaire, qu'il conduit le prolétariat et qu'il organise la révolution. C'est avoir conscience qu'il doit se préparer à exercer la dictature du prolétariat, et c'est avoir conscience que chaque jour, peut-être demain, peut être le jour de la lutte décisive.

Le P. C. A. peut influencer, s'il comprend sa tâche de préparer la révolution, le développement objectif des conditions. Et organiser et préparer la révolution, au jour le jour, c'est *montrer qu'on est l'adversaire du putschisme*.

Ce sont là les décisions prises par le Congrès du P. C. A., et ce sont là les tâches que le P. C. A. s'est fixées. La défaite d'octobre n'est pas irréparable. Elle sera salutairement dans la mesure où le P. C. A. en tirera les leçons qui s'imposent pour la lutte future pour le pouvoir politique.

Pierre FRANKLIN.

LA COMMUNE DE PARIS

Le Paris des ouvriers de 1871, le Paris de la Commune sera à jamais célébré comme l'avant-coureur d'une société nouvelle. La mémoire de ses martyrs vivra, comme en un sanctuaire, dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les racheter.

**

Toujours le parti de l'ordre, dans ses orgies de sang, fait retentir contre ses victimes ce chorus de calomnies. Cela prouve tout simplement que le bourgeois de nos jours se considère comme le successeur légitime du baron du vieux temps, qui jugeait que, dans sa main, toute arme était loyale contre le vilain, tandis que, entre les mains du vilain, une arme quelconque par elle-même constituait un crime.

Le Programme d'Action du P. C. Allemand

A son dernier Congrès de Francfort, dont l'Humanité a déjà donné un aperçu, le Parti communiste a adopté un programme fixant ses tâches prochaines, et dont nous publions ici la traduction complète.

Introduction

Dans la période actuelle, le Parti communiste allemand a une série de tâches à accomplir qui doivent toutes être subordonnées à une tâche essentielle : l'organisation de la révolution.

Cette tâche doit être comprise par tout le Parti et par chaque membre du Parti dans son sens le plus complet.

Cette tâche n'est pas en contradiction avec celle de diriger les combats quotidiens du prolétariat, mais donne bien plutôt aux communistes les directives pour l'attitude à adopter dans les combats quotidiens. Dans ces luttes le Parti communiste rassemble les larges masses et les place sous sa direction en lançant des mots d'ordre compréhensibles, unit les masses dans la lutte et brise l'influence de tous les partis non-communistes. Seul le Parti communiste peut conduire les couches décidées du prolétariat à l'assaut général, contre la dictature bourgeoise. La conquête du pouvoir politique, c'est-à-dire le renversement de toute la bourgeoisie, la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, l'établissement de la dictature des conseils et le commencement de la construction de l'économie socialiste n'est pas un fait révolutionnaire, mais ne peut être que révolutionnaire. Mais la conquête du pouvoir politique est la résultante de nombreux combats de masses auxquels le Parti donne des buts politiques et que le P. C. doit faire aboutir à la lutte pour le pouvoir. C'est au cours de ces luttes que le prolétariat crée, sous la conduite du Parti communiste, les organes (conseils d'entreprises, conseils politiques, gardes rouges, etc.) qui doivent détruire la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie, et qui, d'un autre côté, prépare les nouveaux organes économiques et de l'Etat de la République des conseils. Le Parti communiste ne lutte pas sans les masses ou pour lui seul, mais conduit les masses au-devant desquelles il marche.

Le Parti communiste doit apprendre à transformer chaque lutte en une lutte révolutionnaire, même lorsque cette lutte semble avoir un caractère « purement économique ». Le Parti communiste veut conduire le prolétariat à s'emparer de l'appareil économique de la bourgeoisie pour briser le droit de disposition et de contrôle des capitalistes sur la production et pour désorganiser leur appareil de domination dans les fabriques. Le Parti communiste conduit également la lutte contre l'appareil d'Etat bourgeois dans le but de le détruire.

Le Parti communiste doit rendre le prolétariat conscient du fait que sa situation économique sera peu sûre aussi longtemps qu'il restera dépendant d'une poignée d'exploiteurs, aussi longtemps qu'il ne s'emparera pas du pouvoir économique et qu'il ne disposera pas du contrôle sur les moyens de production. Le prolétariat ne pourra obtenir le plein contrôle sur la production que le jour où il se sera emparé du pouvoir.

Mais le prolétariat lutte au jour le jour contre le capital. Il ne conduit pas seulement des combats économiques, des luttes pour les salaires, mais il engage des combats pour briser la puissance économique de la bourgeoisie et pour créer les organes économiques du prolétariat dans les entreprises. Ces combats, le prolétariat allemand doit les mener dès aujourd'hui.

Contrôle ouvrier sur la production, prise du pouvoir politique et économique. c'est le mot d'ordre qui doit être lancé dans tous les combats économiques.

Qu'est-ce que le contrôle ouvrier ?

Les ouvriers ont le devoir de dévoiler et d'apprendre à connaître les secrets des capitalistes, des banques et des bureaux ; les ouvriers ont le devoir de mettre fin au sabotage des entreprises ; les ouvriers ont le devoir de continuer, par l'intermédiaire de leurs organes de classes, les conseils d'entreprises révolutionnaires, à organiser la production lorsque les entrepreneurs la paralysent.

Mais les ouvriers ne pourront accomplir cette tâche que lorsqu'ils enverront au diable les exploitateurs.

Mais les ouvriers ne pourront envoyer au diable leurs exploitateurs que le jour où ils auront créé leurs conseils ouvriers politiques qui auront comme but de rassembler, d'organiser et de conduire les masses à la lutte armée contre la bourgeoisie, pour détruire les organes de l'Etat bourgeois.

Le prolétariat ne pourra organiser son économie, c'est-à-dire l'économie prolétarienne et socialiste, que s'il crée des fédérations révolutionnaires d'industries qui comprendront des millions d'ouvriers et qui seront enracinées dans les usines et entreprises par les conseils révolutionnaires d'usines et d'entreprises. Ces organes serviront à la reconstruction, après avoir servi à la destruction du capitalisme en tant qu'organes de lutte économique et révolutionnaire.

Le P. C. A. se donne un programme d'action en vue de la période qui doit précéder et conduire à la lutte pour le pouvoir politique et il est conscient du fait que tous les buts qu'il fixera aux luttes quotidiennes ne pourront être organisés que du point de vue de l'organisation de la révolution et de la préparation pour la prise du pouvoir politique.

Le P. C. A. veut créer les conseils ouvriers politiques qui serviront à la fois d'organes de la révolution et d'organes de la république des conseils. Tout le pouvoir aux conseils ! C'est le mot d'ordre que le P. C. A. lance. Le P. C. A. veut organiser le contrôle ouvrier pour que les ouvriers puissent arracher aux capitalistes le contrôle sur la production et étudier pratiquement comment la classe ouvrière doit conquérir le droit de contrôle politique et économique et commencer à étudier le mécanisme du contrôle de la production. Ce n'est que dans les luttes révolutionnaires que le prolétariat pourra obtenir la socialisation des moyens de production. Le Parti communiste veut mobiliser les conseils d'entreprises révolutionnaires et les fédérations révolutionnaires d'industrie en vue de créer, avant la prise du pouvoir politique, des organes économiques de lutte et pour posséder, après la prise du pouvoir politique, des organes qui serviront à la construction de l'économie prolétarienne.

Le P. C. A. dit au prolétariat que son devoir est de s'armer et il organise l'armement du prolétariat de façon à ce qu'il puisse arracher à la bourgeoisie le pouvoir politique et économique.

Tout les combats qu'organise et que conduit le Parti communiste convergent vers ces buts. Le programme d'action du P. C. A. montre le chemin vers ces tâches. Le P. C. A. organise la révolution, c'est le sens de son programme d'action.

La période pour laquelle le P. C. A. fixe ses tâches prochaines

a) La situation de la classe ouvrière.

La bourgeoisie, aidée de la social-démocratie, a volé la journée de 8 heures au prolétariat, réduit les salaires et restreint la liberté de coalition et les droits des conseils d'entreprises. La défaite a entravé le développement du mouvement prolétarien. Le prolétariat est

H. Form. Leg.
Bismarck

divisé en deux camps : d'un côté des millions de chômeurs affamés et de l'autre des ouvriers encore employés dans les usines. Ce fait présente le grand danger d'une scission de la classe ouvrière en travailleurs et en chômeurs. En même temps, les ouvriers occupés dans les usines se divisent en deux groupes : un groupe ayant des salaires relativement bons et formant de ce fait une sorte d'aristocratie ouvrière, et un autre comprenant de larges masses d'ouvriers des campagnes et de l'industrie recevant des salaires de famine.

b) *Le rassemblement des forces.*

Mais le prolétariat commence à nouveau à se rassembler (grève des métallurgistes de Rhénanie, grève des ouvriers de l'industrie chimique, grève des docks et des ouvriers des chantiers navals, grève des cheminots, etc.). Ces mouvements montrent que le prolétariat commence à se rassembler pour reconquérir les positions perdues. Ces mouvements sont encore faibles et insuffisamment organisés. Une des premières tâches du Parti communiste est d'organiser le rassemblement de ces forces et de donner à ces mouvements des buts politiques et une organisation. Une des toutes premières tâches du Parti communiste est d'utiliser la période dont le prolétariat a besoin pour se rassembler après la défaite, pour grouper les masses sous la direction du Parti communiste. L'accomplissement de cette tâche raccourcira la période de rassemblement des forces, mais ne pourra être résolue que si le Parti montre au prolétariat le chemin de ce rassemblement. Ses combats économiques dégénèrent déjà en conflits avec l'Etat bourgeois et peuvent à tout moment devenir des combats pour la prise du pouvoir politique.

Le P. C. A. accomplit ces tâches dans le but d'organiser la révolution, mais le P. C. A. organisera la révolution en accomplissant ces tâches.

c) *Les combats économiques doivent être des combats politiques.*

Les communistes doivent participer activement à tous les combats économiques. Les communistes ont le devoir de préparer tous les combats économiques, de les organiser et de chercher à les mener à bien. Le P. C. A. a le devoir de détruire les illusions réformistes selon lesquelles il serait possible aujourd'hui, dans les cadres du capitalisme, et par les moyens parlementaires, de changer d'une manière appréciable la situation du prolétariat. Mais les communistes doivent lutter en tout et partout pour l'amélioration de la situation du prolétariat. En même temps leur devoir est de dire au prolétariat que les luttes qu'il conduit ne pourront amener des améliorations que dans la mesure où ces combats ébranleront le capitalisme et conduiront à des combats révolutionnaires. Les combats économiques sont considérés par le P. C. A. comme des combats préliminaires en vue de la lutte pour le pouvoir politique. Le Parti doit donner aux masses en lutte la conscience de ce fait.

Le P. C. A. a en même temps comme devoir de détruire les illusions voelkisch. Les voelkisch repoussent la lutte de classe et cherchent, au moyen d'une démagogie primitive, à transformer la lutte de classe en lutte de races et de peuples.

Le devoir du P. C. A. sera donc, dans les combats futurs, de mettre non seulement les réformistes mais aussi les voelkisch dans l'impossibilité de nuire en montrant que les voelkisch et les réformistes, par leur politique d'union sacrée, ne sont que des briseurs de grèves de la bourgeoisie et que leurs mots d'ordre ne signifient que l'exploitation à outrance des travailleurs et qu'en fait ils sont soutenus par la bourgeoisie. Ce n'est que par une propagande systématique et en attirant tous les ouvriers dans la lutte, les voelkisch, les chrétiens comme les Hirsch-Duncker, que l'on fera de tous les ouvriers ces combattants de classe. Mais dans les cadres du capitalisme la journée de 8 heures ne peut pas être garantie ; un salaire minimum, si modeste soit-il, ne peut pas être obtenu, et les ouvriers n'ont aucune garantie contre une crise de chômage. Ce n'est que la chute de la bourgeoisie et l'établissement de la dictature prolétarienne qui donnera à la classe ouvrière les possibilités de recevoir ces garanties économiques. Mais la conquête du pouvoir politi-

que, le renversement de la bourgeoisie ne sont possibles que si le P. C. A. rassemble dans les combats quotidiens les masses en vue d'une offensive contre la bourgeoisie. Le P. C. A. a le devoir d'entreprendre l'agitation dans la classe ouvrière par les combats quotidiens ; on forme de cette manière une armée prolétarienne en vue du renversement de la bourgeoisie. Si le P. C. A. reste passif vis-à-vis de ces combats et n'y participe, non seulement le jour de la révolution serait considérablement retardé mais une telle attitude ne pourrait être objectivement que contre-révolutionnaire.

d) *Le sens des luttes.*

Mais les communistes doivent conduire ces luttes quotidiennes de façon que la lutte au jour le jour pour les revendications immédiates du prolétariat soit dirigées dans le sens de la conquête du pouvoir politique, même dans le cas où ces luttes sont étroitement limitées. Il importe dans cette série de luttes de créer certaines conditions nécessaires à la lutte pour le pouvoir politique. Ces conditions nécessaires sont :

a) Gagner la majorité du prolétariat pour la lutte pour le pouvoir politique ;

b) Détruire l'influence des chefs réformistes ainsi que l'influence des démagogues voelkisch sur les couches moyennes du prolétariat ;

c) Armement du prolétariat ;

d) Commencer le contrôle ouvrier sur la production

e) Créer des conseils politiques.

Dans ces combats, le Parti ne créera pas seulement les cadres de la révolution et ne gagnera pas seulement la majorité du prolétariat, mais deviendra ainsi un parti de masses, véritable corps de fer de la révolution.

Les tâches principales

a) *Consolidation du Parti.*

Le Parti et chaque membre du Parti doivent être conscients qu'ils sont une force unique et qu'ils conduisent le prolétariat à la victoire. Le P. C. A. organise la révolution. C'est sa tâche principale et il doit l'accomplir chaque jour, chaque heure, que la révolution soit prochaine ou lointaine. Tout le Parti doit avoir conscience de cette tâche.

Cela signifie une rupture complète avec toute l'idéologie de la période précédente où la tactique du front unique fut employée faussement et a donné au P. C. A. un sentiment de faiblesse et la conscience qu'il était un parti à côté des autres. Le Parti communiste allemand est le parti du prolétariat. Le P. C. A. est suffisamment fort pour conduire le prolétariat à la lutte pour le pouvoir au moment où la situation le permettra. En organisant le front unique *par en bas*, il conduit les grandes masses du prolétariat à la lutte et non pas parce qu'il veut rechercher des alliés dans les autres partis : seul, il est suffisamment fort pour conduire les masses à la bataille. C'est pour cette raison que le P. C. A. restera à l'écart de tout putschisme.

b) *Le P. C. doit être unifié.*

Le Parti doit avoir une direction unifiée. Son idéologie doit être unifiée et sa structure également.

c) *L'organisation du Parti doit être transformée.*

Le Parti ressemble encore trop à un parti social-démocrate. Le P. C. A. ne doit pas seulement changer son idéologie de façon à faire disparaître tous les restes et héritages de la social-démocratie, mais doit s'organiser d'une manière réelle, rapide et solide sur les cellules d'usines. C'est de cette façon que le Parti pourra rapidement se transformer en un parti illégal s'il est poussé dans l'illégalité. Sa véritable base se trouve dans les usines.

Les différentes organisations du Parti doivent être plus intimement liées que ce ne fut le cas jusqu'ici avec la direction du Parti, aussi bien sur l'échelle locale et provinciale que sur l'échelle nationale.

Cette liaison ne sera possible qu'en multipliant les conférences au cours desquelles la direction du Parti informera les délégués sur son travail et inversement au cours desquelles les délégués qui, dans la région, sont des directeurs politiques, informeront l'orga-

nisation sur le travail qui se fait en bas. A côté des conseils nationaux et séances de la Centrale Élargie, la direction du Parti multipliera les conférences qui discuteront de toutes les questions.

d) Travail dans les syndicats et dans les masses non-organisées.

Les syndicats réformistes ont perdu de nombreux membres. Les chefs réformistes jettent à la porte les ouvriers révolutionnaires pour faire des syndicats des organes gouvernementaux et de briseurs de grèves. C'est pourquoi le P. C. A. doit travailler de toutes ses forces à rassembler les ouvriers non-organisés et à grouper l'opposition syndicale et les masses ouvrières qui sont encore dans les syndicats. Les conseils d'entreprises sont les organes de classe qui facilitent ce regroupement. Le P. C. A. organise ce travail avec le mot d'ordre : « Unité révolutionnaire du prolétariat. »

Le prolétariat syndical est au point de vue syndical divisé et les réformistes scissionnent la classe ouvrière pour l'affaiblir. Celui qui sort des syndicats facilite le travail des réformistes. Il importe de renforcer le travail dans les syndicats pour amener dans ceux-ci les masses ouvrières non-organisées pour donner aux syndicats une tendance politique et les placer sous la direction du Parti communiste. Le Parti conduit en même temps le travail de rassemblement des ouvriers non-organisés en essayant de donner une tendance politique aux ouvriers organisés dans les syndicats. Celui qui sort des syndicats sans le consentement de son parti nuit au Parti et à la révolution. Celui qui ne travaille pas systématiquement à la transformation des fédérations professionnelles en organisations révolutionnaires d'industrie éveille chez les chômeurs affamés des illusions sur la création de nouvelles fédérations, nuit au Parti et empêche la création de véritables fédérations d'industrie en lutte contre les voelkisch, contre les réformistes et contre tous les suppôts de la société capitaliste. Le P. C. A. ne devra pas seulement conduire sa propagande et son agitation contre les réformistes et contre les voelkisch, mais aussi contre tous les partis de la bourgeoisie, devra mener l'agitation contre les magnats de l'industrie, contre les trusts, contre les gros banquiers. Il devra démasquer la social-démocratie comme le parti de la grosse industrie (son nouveau programme est reconstruction économique sur des bases sociales qui favorise les capitalistes). Campagne contre le réformisme en utilisant non seulement les pratiques de la social-démocratie allemande, mais celles de toute la II^e Internationale, et en particulier du gouvernement Macdonald, des social-démocrates belges et des socialistes italiens. Campagne contre les voelkisch en utilisant les contradictions qui existent entre leur programme et le maintien de la propriété privée en exploitant la condition sociale de leurs chefs qui sont pour la plupart des propriétaires, et les rapports de ces chefs avec le capital intérieur et extérieur. Campagne contre les gros barons de l'industrie en exploitant le panama des profits de la Ruhr, les contrats sur les livraisons de charbon et ceux avec le consortium étranger, « ennemi ». Au point de vue de l'agitation, le Parti devra montrer comment la bourgeoisie a réparti les rôles à ses divers partis : les social-démocrates sont le « parti ouvrier » de la bourgeoisie, les voelkisch, le « parti national ». Le P. C. A. devra en outre montrer le rôle économique des voelkisch, qui ne sont que les mercenaires du gros capital et des gros propriétaires. Le P. C. A. devra arracher le masque des voelkisch qui veulent remplacer la haine contre le capitalisme allemand par la haine contre les capitalistes étrangers. Le P. C. A. devra également éditer un programme économique compréhensible de la dictature du prolétariat. Il devra vulgariser les premières mesures de socialisation qui seront prises contre les gros consortiums et les grandes propriétés. Le Parti devra aussi vulgariser l'idée communiste de l'Etat en défendant d'une manière vivante l'activité des conseils communistes. Il devra utiliser le développement de l'Etat prolétarien en Russie, sa situation mondiale et ses succès intérieurs. Cette propagande et cette agitation ne s'adressent pas seulement au prolétariat industriel. Les couches petites-bourgeoises devront être neutralisées, et, si possible, attirées dans la lutte. Le

P.C.A. ne pourra pas atteindre ces buts en faisant des concessions à l'idéologie nationale, mas seulement en démasquant infatigablement le rôle des voelkisch, en montrant la nécessité de la dictature prolétarienne et des mesures qu'elle devra prendre pour les petits-bourgeois prolétariés, et en décrivant d'une manière complète les mesures que prendra la dictature prolétarienne à la ville et à la campagne. L'agitation pour la socialisation de l'industrie des banques et des grandes propriétés, pour une économie centralisée, doit être conduite d'une manière renforcée parmi ces masses petites-bourgeoises. Il faut en outre enlever aux petits-bourgeois et aux petits paysans la peur de se voir « socialiser » et tourner toute leur colère contre les gros exploitateurs, contre les voelkisch et contre les réformistes.

C'est précisément dans ces moments que la propagande pour l'armement du prolétariat doit être faite d'une manière claire et précise. Ces masses resteront à l'écart des organisations des blanc-gardistes si elles savent que le prolétariat veut entreprendre la lutte sans pitié contre la contre-révolution. En même temps, le Parti devra conduire énergiquement la lutte contre la démagogie nationaliste des voelkisch. Le P. C. A. doit montrer aux masses petit-bourgeoises et aux ouvriers petits-bourgeois que la lutte contre le traité de Versailles ne peut être conduite avec succès que par le prolétariat révolutionnaire international, sous la conduite des communistes. Le prolétariat ne pourra faire une politique nationale que lorsqu'il aura écrasé la bourgeoisie et érigé sa dictature de classe sur les exploitateurs. Le prolétariat est la force de l'avenir et incarne les progrès en forces vivantes de la nation (exemple : solution de la question nationale en Russie soviétique).

f) Travail parlementaire.

Le travail communiste dans les nombreuses assemblées parlementaires du Reich ne doit être conduit que du point de vue strictement révolutionnaire. Au Parlement nous ne faisons aucun « travail », mais nous utilisons seulement le Parlement pour l'agitation et pour désorganiser l'appareil bourgeois de l'Etat et des communes. Au Parlement il n'y a pas de front unique, mais la lutte sans pitié contre tous les autres partis. C'est par un tel travail parlementaire que l'on trouvera la liaison avec les masses.

g) Organisation des combats.

Grèves, démonstrations, luttes partielles armées, création d'organes pour conduire ces combats, c'est le sens de l'activité politique pour atteindre les buts fixés par ce programme.

C'est pourquoi il sera nécessaire d'employer les méthodes les plus variées et les organes les plus différents. Des comités locaux, des conseils, des commissions, des comités d'organisations existant déjà (syndicats, coopératives, conseils d'entreprises, comités de contrôle, etc.) seront créés et utilisés dans le but de rassembler toutes les forces du prolétariat et d'affirmer dans la lutte toutes les couches prolétariennes. Le P. C. A. ne pourra accomplir cette tâche que s'il ne perd pas de vue que le but qu'il poursuit est la création de Soviets, et s'il sait, quant à l'agitation et la propagande, se placer au premier plan de la lutte politique. Le Parti doit liquider la tactique selon laquelle il est un spectateur passif de la spontanéité des combats de masse auxquels il n'a besoin que de participer. Tous les militants, et en particulier les militants dans les entreprises et organisations de masses, devront exploiter tous les courants prolétariens et réveiller l'intérêt des ouvriers dans le but d'organiser et de conduire des mouvements et des combats.

h) Armement du prolétariat.

Aucune mesure économique, susceptible d'amener une amélioration de la situation du prolétariat, ne peut être atteinte sans provoquer des conflits entre les classes. Aussi grandes seront les concessions que la bourgeoisie sera contrainte de faire, aussi grande sera sa résistance. Cette résistance de la bourgeoisie ne peut être brisée que les armes à la main. La bourgeoisie attaque tout d'abord avec les armes. C'est pourquoi le prolétariat doit briser la force armée de la bourgeoisie. Ce n'est que les armes à la main que le prolétariat pourra obtenir un succès dans ce sens. Dans le

but de libérer les prisonniers, victimes de la justice blanche, et pour se préserver contre de nouvelles attaques, le prolétariat devra employer la pression des armes.

1) Création de Conseils politiques et conquêtes des droits des Conseils d'entreprises révolutionnaires.

Les communistes devront déployer une activité incessante pour créer les organes du front unique (Conseils d'entreprises, centuries, Comités de contrôle, Conseils), même lorsque les communistes devront lutter pour conquérir la direction de ces organes, ils devront, d'une manière adroite et rapide, écarter tous les militants adversaires.

Les combats du prolétariat contre la bourgeoisie, combats qui seront livrés par le prolétariat en tant que classe, ne peuvent aboutir à un succès que si le prolétariat s'organise en tant que classe. Les Conseils d'entreprises doivent commencer le contrôle sur la production ; ce contrôle de la production dépasse les cadres des « droits » qui sont accordés aux Conseils par la constitution. Mais les Conseils d'entreprises ne sont pas les organes du prolétariat révolutionnaire ; ils ne sont que les organes du prolétariat dans les entreprises. Les organes politiques qui rassemblent et conduisent les masses à la lutte contre la démocratie bourgeoise et qui, en même temps, sont déjà les organes de la république future des Conseils, sont les Conseils ouvriers politiques (Soviets), sans lesquels les organes d'Etat de la démocratie bourgeoise ne peuvent pas être brisés, sans lesquels l'assaut contre la démocratie bourgeoise ne peut pas être organisé, et sans lesquels la dictature prolétarienne n'est pas possible.

Programme d'action

Le Congrès du P. C. A. se tient dans une période où le prolétariat, à la suite de l'offensive des Voelkisch, capitalistes et réformistes coalisés, se trouve, au point de vue économique et politique, dans une situation difficile et pleine de dangers. C'est pourquoi le Congrès donne l'ordre à tous les membres du Parti de commencer sans tarder la mobilisation des forces prolétariennes contre l'offensive capitaliste et de faire du programme de sauvetage des communistes, à la ville et à la campagne, à l'usine et parmi les chômeurs, le point central des luttes quotidiennes de la classe ouvrière. Les mots d'ordre lancés par le P. C. A. doivent frapper les larges masses de la population laborieuse. Dans le but de répandre ces mots d'ordre, les communistes doivent passer à la formation immédiate des organes du front unique par en bas et être prêts à la lutte. Chaque membre, chaque militant, chaque groupe local, chaque organisation provinciale du P. C. A. doit rassembler toutes ses forces et son énergie pour commencer et mener à bien ce travail. Le P. C. A., dans l'époque actuelle de l'offensive renforcée du capital contre la classe ouvrière allemande, lance les mots d'ordre suivants :

Lutte contre la suppression de la journée de 8 heures ;

Lutte contre les salaires de famine ;

Lutte contre les travaux obligatoires imposés aux chômeurs ;

Lutte contre le licenciement des ouvriers, employés et fonctionnaires ;

Lutte contre la fermeture des entreprises ;

Lutte contre la suppression des assurances sociales ;

Lutte contre la crise des logements qui frappe le prolétariat ;

Lutte contre la justice de classe et la terreur blanche ;

Lutte contre le pillage des petits rentiers, des petits paysans, des classes moyennes prolétarisées par l'Etat des capitalistes et des exploitateurs.

Le P. C. A. lutte :

Pour la journée de 8 heures comme journée normale de travail ;

Pour la journée de 6 heures dans les métiers pénis-

bles, et pour les ouvriers qui travaillent dans les industries nuisibles à la santé ;

Pour des salaires suffisants ;

Pour les allocations aux chômeurs, qui doivent être fixées à la hauteur de la moyenne des salaires ;

Pour la réintégration des chômeurs dans le processus de production ;

Pour l'augmentation des allocations aux victimes de la guerre, allocations qui doivent être fixées à la hauteur des salaires moyens ;

Pour la transformation des Conseils d'entreprises en organes révolutionnaires des luttes économiques ;

Pour donner une couleur politique aux entreprises et au contrôle ouvrier ;

Pour la libération des prisonniers politiques ;

Pour la création de Conseils ouvriers politiques ;

Pour l'armement du prolétariat et le désarmement de la contre-révolution pour protéger la classe ouvrière contre les gardes blancs.

Dans le but de préparer les masses à la lutte finale révolutionnaire, et pour éduquer ces masses, les grèves économiques et mouvements de salaires, l'excitation produite par les licenciements en masse, par les impôts, par la vie chère, par les loyers-or, par les verdicts de la justice de classe, etc., devront être soutenus par de larges campagnes, par des assemblées et des démonstrations. Ces excitations devront être motivées par des mouvements de masse de plus en plus grands, par des actions directes de prolétaires refusant les heures supplémentaires dans les entreprises, par les actions de chômeurs refusant le travail obligatoire, par des refus de masse de payer les impôts, les loyers, le fermage, etc. ; par des actions ayant comme but une diminution des prix de la vie, le séquestre des denrées alimentaires, par les Comités de contrôle, par le contrôle sur les usines, par des actions visant la libération des prisonniers politiques, et le désarmement des organes d'Etat bourgeois légaux et illégaux, séquestre de dépôts d'armes bourgeois, etc.

Toutes ces luttes ne pourront sauver le prolétariat de la famine et de la misère que si elles aboutissent à des combats pour le pouvoir politique. Seule la dictature du prolétariat mettra fin à la dictature de la bourgeoisie allemande. Préparer et organiser la lutte pour la dictature du prolétariat, c'est la tâche principale du Parti communiste. Cette tâche, il doit la remplir dès aujourd'hui. Le Congrès du Parti fait appel à tous les camarades et leur dit : mettez fin aux gémissements sur la défaite d'Octobre ; ne vous occupez plus des possibilités de lutte perdues et des positions perdues. La classe ouvrière allemande poursuit son chemin parmi les plus grandes difficultés et sous les plus grands dangers. La classe ouvrière allemande, à travers les défaites et les victoires, suit le chemin de la révolution prolétarienne. La classe ouvrière d'Allemagne ne peut pas être battue pour toujours si le Parti communiste allemand mobilise et rassemble toutes les forces de la classe prolétarienne. »

Le Congrès du Parti met fin aux discussions sur la défaite d'Octobre et sur les conséquences de cette défaite. En luttant contre les capitalistes, les Voelkisch et les réformistes, les communistes conduiront la classe ouvrière à la victoire sur la bourgeoisie et à l'établissement du pouvoir prolétarien.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,
120, rue Lafayette, Paris

Sur le Rôle du Parti Communiste Allemand

La crise dans le Komintern

Ce serait une naïveté de déclarer que la crise grave et profonde dans le P.C.A. a été amenée seulement par la défaite d'octobre. Le fait déjà que les sources les plus importantes des fautes qui ont amené la catastrophe politique d'octobre sont de date plus ancienne et en dernière analyse aussi anciennes que le P.C.A. lui-même, ce fait même prouve le contraire. En réalité, la crise qui était depuis des années latente dans le Parti s'est transformée en octobre en une crise aiguë.

Pour définir plus exactement le caractère de la crise actuelle du Parti, il nous faut établir que la crise n'est nullement bornée au Parti communiste d'Allemagne, mais qu'elle est plus ou moins une crise générale du Komintern. Elle n'a pas commencé non plus en Allemagne, mais elle est apparue déjà en 1922 en France, en Italie, en Roumanie, en Tchéco-Slovaquie, etc., puis elle a pris dans l'été 1923 sa forme extrême en Bulgarie et dans l'automne de la même année, elle a conduit à la scission du Parti norvégien. Presque chaque séance de l'Exécutif élargi et des Congrès mondiaux a été occupée à l'examen de ces phénomènes de crise.

En quoi consiste le caractère de ces phénomènes de crise dans l'Internationale Communiste ? Ont-ils le même caractère général ? Quel danger offrent-ils ? Il suffit d'un coup d'œil superficiel pour établir que ces différents phénomènes de crise dans le Komintern n'offrent nullement le même caractère. Peut-on par exemple parler d'une crise dans le Parti communiste anglais ? Ne s'agit-il pas plutôt ici de la formation d'un Parti communiste qui n'a existé jusqu'ici qu'à l'état de germe et de velléité ? Le crise dans le Parti italien a été causée par des fautes d'un radicalisme de gauche qui ont conduit le Parti à se détourner des larges masses et l'ont rendu incapable de toute action politique. La crise de Erhard et la crise actuelle dans le Parti français ont été provoquées par des déviations réformistes. En Allemagne, nous avons passé déjà par deux périodes de crise aiguë de caractère opposé : la crise du K.A.P. (gauche anarchisante) dans l'ancienne union Spartacus, qui a amené la scission de Heidelberg, et la crise après l'action de mars, qui a passé dans l'espace de six mois d'une crise de K.A.P. à une crise de K.A.G. (extrême-droite opportuniste).

C'est justement ce dernier fait, la transformation de la crise de K.A.P. en une crise de K.A.G. qui prouve nettement que malgré le caractère différent des crises, il faut bien qu'il y ait une racine commune et en dernière analyse, une seule cause pour amener ainsi des crises aussi bien l'extrême gauchisme que de menchevisme réformiste.

On peut retrouver la racine commune de tous ces phénomènes de crise latente et aiguë dans les faits objectifs que le rythme de la révolution mondiale, après le premier assaut et la première offensive de 1917-1918-1919, s'est transformé en une marche lente, traînante, et qui ne se continue nullement en ligne droite, mais est continuellement interrompue par des mouvements de flux et de reflux qui correspondent à la crise

mondiale économique et politique du capitalisme.

C'est au 3^e Congrès mondial que ce fait fut exprimé en toute clarté. Ce n'est pas seulement dans les jeunes Partis communistes manquant de fermeté et inexpérimentés dans la lutte révolutionnaire qu'il a amené continuellement des déviations de droite comme de gauche. Même dans les Partis communistes, les plus expérimentés dans la lutte et possédant la tradition la plus ferme, comme le Parti bolchevik russe, il a provoqué là aussi continuellement des crises sérieuses. Même dans le Parti russe, l'évolution s'accompagne toujours de déviations de « gauche » comme de menchevisme.

Les caractéristiques communes de toutes ces crises du Parti communiste, c'est que ces dernières passent d'un état latent à un état aigu au moment d'une consolidation apparente du capitalisme, mais inversement qu'elles perdent de leur mordant et de leur virulence dès que s'enfle la vague révolutionnaire. Il faut y voir le symptôme que nul Parti communiste, quelle que soit son éducation théorique et sa discipline pratique, ne peut se libérer parfaitement de l'influence de l'ambiance capitaliste au sein de laquelle il s'est constitué et avec laquelle il lui faut lutter journalièrement. Seule, une secte pure, qui ne fait pas de politique, mais qui, sans se soucier des faits et des événements, prêche le pur évangile, pourrait en quelque sorte s'abstraire des influences des forces sociales environnantes. Un Parti communiste, qui ne fait pas seulement de l'agitation, mais qui s'efforce d'organiser et de conduire les actions du prolétariat, qui, par conséquent, est obligé tous les jours de descendre des hauteurs seigneuriales de la théorie abstraite dans l'arène poussiéreuse des luttes et des misères journalières du prolétariat, ce Parti ne peut évidemment qu'être influencé par les modifications dans le camp de l'adversaire. Et il réagira de façon d'autant plus sensible et plus violente qu'il travaillera avec plus d'énergie et il serait bien extraordinaire que dans un Parti de masse, il n'existe point d'ailes qui se tiennent comme à la frontière du communisme et qui, malgré qu'elles soient incorporées dans le Parti communiste, n'en soient pas moins du point de vue idéologique fortement unies encore aux idées bourgeoises et réformistes.

Aucun parti ne peut se défendre complètement de ces éléments périphériques pas plus par le travail d'éducation et de discipline le plus intensif que par l'épuration la plus minutieuse du Parti et les procédés d'exclusion les plus rigoureux. A chaque tournant de la tactique et dans chaque situation compliquée de la lutte, ces éléments se forment à nouveau. L'allure ralentie du développement révolutionnaire pousse régulièrement ces éléments impatientes, parce que non marxistes, vers deux formes opposées de déviation, mais toutes deux en quelque sorte petites-bourgeoises et opportunistes : les tendances menchevistes ou les tendances anarcho-syndicalistes.

Ces deux déviations ont cela de commun : elles sont l'expression du pessimisme absolu à l'égard des progrès de la révolution mondiale, du doute dans la justesse de la voie révolutionnaire tracée par Marx et Lénine, elles constituent l'histoire.

ment une rechute dans les formes utopiques et réformistes du mouvement ouvrier que le marxisme et le léninisme ont déjà vaincues du point de vue théorique. Ces deux courants renoncent l'un et l'autre aux deux principes d'airain fondamentaux du communisme : le devoir révolutionnaire du prolétariat et le rôle directeur du Parti communiste dans le prolétariat. Ou bien ils veulent faire dévier le rôle révolutionnaire du prolétariat en un rôle révolutionnaire de petites minorités isolées, qui font la révolution sans les masses et pour les masses, éventuellement même contre les masses, et cela par les moyens de la révolution *bourgeoise*, de façon conspirative et putchiste. Les autres nient ouvertement le rôle directeur révolutionnaire du prolétariat et proclament la nécessité pour le prolétariat de prendre le pouvoir avec l'aide de la petite bourgeoisie et par le long chemin de la révolution. Ils nient ainsi le rôle directeur révolutionnaire du prolétariat par rapport aux autres couches et classes de travailleurs, ce qui pratiquement aboutit à une sorte de subordination du prolétariat aux autres classes et surtout à la petite bourgeoisie. Ils nient ainsi également pour le Parti le rôle d'organisateur de la révolution, ils font dépendre son action de la collaboration des partis *petits-bourgeois*, ou tout au moins de la social-démocratie. Ils cherchent des prétextes pour éluder la guerre civile.

Pratiquement, cette première tendance, par suite des déceptions inévitables, aboutit à une sourde passivité, au renoncement à toute politique, tout cela caché sous une phraséologie révolutionnaire accentuée et en se retranchant derrière la formule connue du tout ou rien. La deuxième tendance en arrive, au cours d'une activité réformiste multiple, à livrer pied à pied le prolétariat à ses ennemis et à la liquidation du Parti communiste. Ces deux tendances se retrouvent régulièrement dans la lutte commune violente et haineuse contre le noyau bolcheviste du Parti. Leurs deux lignes se croisent assez souvent dans la personne de quelques-uns de leurs représentants, de sorte qu'on voit ce phénomène typique de représentants éminents du radicalisme de gauche qui, en très peu de temps, se vouent à un réformisme public et inversement, des réformistes déclarés d'hier deviennent déjà le lendemain les porte-parole du radicalisme de gauche.

Il faut que les Partis communistes combattent impitoyablement ces deux tendances dans leur forme masquée comme dans leur forme apparente. Ils le feront d'abord idéologiquement et puis dans l'organisation, mais seulement après les avoir exécutées politiquement. Le Parti russe a dans son histoire, si riche en enseignements, des exemples extrêmement instructifs de cette lutte impitoyable menée avec le bistouri le plus tranchant.

Actuellement, ce sont les déviations de la droite qui sont le principal danger dans la Komintern. Les défaites du prolétariat en Bulgarie, en Allemagne, en Pologne, et la stabilisation passagère de la domination bourgeoise dans ces pays par tous les moyens de la terreur blanche, ont affaibli chez beaucoup de camarades et même chez les plus éminents, la croyance dans l'imminence de la révolution mondiale. Ils cherchent des prétextes pour s'arranger avec le capitalisme à longue échéance (l'opposition dans le Parti russe). Il faut ajouter le renforcement du Bloc des gauches en France et la victoire électorale parlementaire du Labour Party en Angleterre. Les esprits imbus d'une certaine naïveté politique croient y voir la

possibilité d'une reconstruction dans le cadre du capitalisme, il leur semble possible qu'il y ait une solution de la crise des réparations par les moyens du réformisme sans guerre civile et sans révolution.

On ne peut expliquer autrement le parallèle qu'a pu faire un chef du Parti communiste hollandais entre l'arrivée de Mac Donald au gouvernement et la révolution d'Octobre en Russie et l'attitude des communistes anglais oubliant de mettre en garde le prolétariat contre leurs illusions et renonçant à toute critique du soi-disant « gouvernement ouvrier ». La défaite d'Octobre a été comprise en Allemagne par l'écrasante majorité des membres du Parti ; mais, malgré cette « orientation à gauche », nous avons tous les jours l'exemple de fautes opportunistes commises par centaines à l'occasion des élections dans les municipalités et dans les pays ou dans les Conseils d'entreprises, de même qu'au cours du travail journalier dans les Parlements, les syndicats et les usines, ou au cours de l'agitation parmi les fonctionnaires et les petits paysans.

Le danger principal reste donc pour longtemps encore à droite et il exige un rassemblement de tous les éléments qui, dans les Partis communistes, voient ces dangers et ont la volonté de les combattre. Mais ceci doit se faire sans concessions politiques aux tendances K. A. P. distes qui se font jour dans les couches ouvrières animées d'un esprit révolutionnaire primitif. Cela ne serait point aider l'Internationale Communiste que de se précipiter aveuglément de l'extrême-droite à l'extrême gauche. C'est de cette compréhension qu'est sortie en Allemagne la formation de ce qu'on appelle le centre dans le Parti.

(A suivre.)

Edwin HOERNLE.

La portée historique de la Commune

« Les prolétaires de Paris », disait le Comité Central dans son manifeste du 18 mars, au milieu des défaillances et des trahisons des classes dirigeantes, ont compris que l'heure était venue pour eux de sauver la situation et de prendre eux-mêmes en main la direction des affaires... Ils ont compris qu'il était de leur devoir et de leur droit de se rendre maîtres de leurs propres destinées, en s'emparant du gouvernement.

La Commune avait parfaitement raison lorsqu'elle disait aux paysans que sa victoire était leur seule espérance. De tous les mensonges éclos à Versailles ou couvés par les illustres pondérateurs de copie de l'Europe entière, le plus étourdissant est l'assertion que les Ruraux (1) représentaient les paysans de France. Imaginez donc l'affection que le paysan français doit porter aux hommes à qui, après 1815, il lui fallut payer un milliard d'indemnité ! Aux yeux d'un paysan français, l'existence seule d'un grand propriétaire foncier est par elle-même un empiètement sur ses conquêtes de 1789.

(1) Les députés ruraux nommés à l'Assemblée nationale.

« Comme Rosier voudrait s'arranger avec le barailisme anglais. »

* (Cité de)

Non non -
Monette

CHRONIQUE DES CELLULES

Sur l'activité pratique du Parti allemand

Les cellules d'usine

Une des causes les plus importantes de la défaite du Parti allemand, en octobre 1923, consiste dans le fait que le Parti s'y est pris beaucoup trop tard pour se réorganiser sur la base des Cellules d'Usine.

Déjà au printemps de l'année dernière, pendant la grève en Haute-Silésie et plus encore pendant la grève générale du mois d'août, est apparue toute l'insuffisance de l'organisation territoriale. Mais à ce moment le Parti était déjà accablé par beaucoup d'autres tâches immédiates également importantes, en sorte qu'il ne pouvait pas consacrer assez de son attention et de sa sollicitude à la formation des Cellules. Aussi arrivait-il que pendant que le Parti à tous ses degrés attendait avec une impatience fébrile le signal de l'attaque, sa liaison avec les larges masses prolétariennes restait insuffisante. Ne pouvant en apprécier exactement l'état d'esprit, il ne fut pas capable de les mener au combat.

Le Parti allemand en tira la leçon qu'il ne devait pas attendre la dernière minute pour entreprendre l'œuvre de transformation, mais qu'il fallait s'y mettre aussi vite que possible. Les camarades y travaillèrent avec enthousiasme. Ils n'attendaient point que des ordres leur viennent d'en haut, mais, au contraire, ils créèrent, partout où les circonstances le permettaient, des cellules d'usine. Le Parti, de cette façon, sortit beaucoup plus vite qu'on ne pouvait l'espérer de l'isolement dans lequel l'avait plongé la défaite d'octobre et revint se placer à la pointe du combat. Sans doute, beaucoup de cellules communistes allemandes n'ont pas fait autre chose, dans les premières semaines, qu'un travail de fraction, mais dès qu'un mouvement quelconque éclatait parmi les masses, aussitôt une nouvelle vie se manifestait dans les cellules. Bien vite, elles s'orientaient au milieu de leur tâche immédiate, savaient quelle tactique il y avait lieu d'observer et toujours elles réussissaient à prendre en mains la direction du combat.

La lutte pour la défense de la journée de huit heures, en Rhénanie, montre de la façon la plus caractéristique quel rôle révolutionnaire peuvent jouer les cellules d'usine.

« Tous les ouvriers sans exception, écrit un camarade dans le *Travailleur du Parti* du 25 mars 1924, dans les usines où il existait des cellules vraiment actives, ont suivi sans hésitation nos mots d'ordre. Pendant les sept semaines de lutte, les ouvriers de ces usines furent tout à fait bien informés. Grâce aux cellules, des réunions des usines se tinrent régulièrement au cours desquelles les ouvriers furent mis au courant de la situation de la lutte, des mesures nécessaires à prendre et des actes de trahison de la bureaucratie syndicale. Dans chaque usine, où il y avait une cellule active, il y avait toujours un Comité de grève qui transformait en actes les ordres donnés par la direction de combat. Partout où dans les usines il existait des cellules communistes, la composition de la direction locale de la grève était excellente. Signalons également en passant que c'était aussi dans les usines où il y avait des cellules qu'on utilisait politiquement la lutte, aussi bien à l'intérieur de l'usine qu'à l'extérieur. Mais c'est à la dernière phase du combat que se manifeste avant tout la force énorme que possèdent les cellules. Elles sont pareilles à un ciment indestructible qui retient, fermement unis, tous les ouvriers. Le combat se désagrègeait toujours en premier lieu, là où il n'y avait pas de cellules. C'est là que les laquais réformistes du capital parvenaient à effriter et à ébranler un front resté sept semaines durant inébranlable. Sur les points de la lutte où le Parti était, grâce aux usines, relié le plus intimement avec les masses combattantes, les mercenaires réformistes n'osaient pas saper le front de grève et les ouvriers restaient unis jusqu'au dernier. »

Parfois, il s'élevait des divergences de vues entre la cellule et tel ou tel membre de la fraction communiste

du Comité d'usine qui ne voulait pas toujours se soumettre aux décisions de l'assemblée de la cellule, mais *toujours* la cellule réussissait, en fin de compte, à contraindre la fraction du Comité d'usine à exécuter les résolutions prises.

Les cellules de domaine

Mais les cellules d'usine n'ont pas été les seules que le Parti allemand ait créées. Comme il avait compris la nécessité, pour réaliser l'œuvre révolutionnaire, de toucher non seulement le prolétariat urbain, mais aussi le prolétariat rural, il avait toujours consacré une bonne partie de son activité et de sa propagande aux travailleurs des champs. Or, ceux-ci, habitant ou travaillant souvent loin des villages, il était très difficile de les grouper en sections rurales. C'est pourquoi, après la défaite d'octobre, le Parti et les Jeunesses ont commencé à créer des cellules de domaine. Le Comité de cette cellule de domaine est composé ordinairement de trois personnes : le secrétaire, le trésorier et le vendeur de brochures. Il est évident que ce Comité se tient toujours en liaison étroite avec le Comité de la section rurale qui groupe toutes les cellules de domaine ou — s'il n'existe pas un tel groupe — avec le Comité de la petite ville voisine.

Comme les cellules d'usine, les cellules de domaine se réunissent tous les deux ou trois jours pour parler des questions du Parti. Elles ont pour tâche d'organiser le prolétariat rural, de créer des centuries, de dépister et, le cas échéant, de s'approprier les dépôts d'armes faits par le propriétaire du domaine et de reconnaître les chemins de traverse suivis par les fascistes, etc., etc. On se fera une idée du succès obtenu par le Parti dans la fondation de ces cellules, quand on saura que rien que dans la Prusse Orientale, le Parti avait réussi, déjà à la fin de janvier, à fonder dans cette région, encore très cléricale, 40 cellules de domaine qui fonctionnent très bien.

Une propagande gratuite

Intéressante aussi est la manière dont nos camarades allemands font de la propagande qui ne leur coûte rien. Ayant observé la façon de faire de leurs adversaires, les fascistes, ils ont remarqué que chaque fasciste porte toujours sur lui un crayon bleu ou rouge avec lequel il dessine partout son emblème : la Croix gammée (das Hakenkreuz), et maintenant nos camarades se servent partout du même moyen. En Allemagne, on avait interdit jusqu'à ces derniers temps le port de l'étoile soviétique. Nos camarades se vengèrent en dessinant partout des étoiles soviétiques. Von Seeckt a eu beau interdire le Parti Communiste, tous les murs, toutes les portes cochères indiquaient à la population qu'il existait encore. On pouvait lire en tous lieux, écrites au crayon bleu ou à la craie, des phrases comme celle-là : « Coquins, vous pouvez étouffer la parole, mais non l'esprit. » « Ne triomphez pas trop tôt, Monsieur Von Seeckt, général assassin, bientôt viendra le jour de la vengeance », etc...

Mais comme les mots écrits au crayon bleu ou rouge étaient très faciles à effacer, nos camarades, sans renoncer à ce moyen, en conçurent un autre meilleur. Ils se firent préparer, par des camarades connaissant le dessin des vignettes reproduisant les différents mots d'ordre du Parti, et la nuit, il leur suffisait de passer ces vignettes au rouge contre les murs. Le lendemain, les ouvriers pouvaient lire partout : « Le Parti Communiste vit toujours et il abattra la bourgeoisie » ; « A bas la bourgeoisie et ses laquais socialistes ! » ; Vive le Parti Communiste ! », etc., etc.

Toutes ces inscriptions sautaient aux yeux des passants et ne manquaient point leur effet sur les masses ouvrières.

Les premiers temps, la police essaya de combattre

cette méthode de propagande en recouvrant de couleur les inscriptions. Mais c'était un tel travail de Sisyphe que même la police allemande n'y suffisait point. Il lui vint alors à l'esprit d'édicter une ordonnance, obligeant tous les propriétaires, sous peine de fortes amendes, à faire disparaître aussitôt toutes les inscriptions « subversives ».

« Mais, comme écrit un camarade dans le *Travailleur du Parti*, nous viendrons à bout de cette difficulté en utilisant tout simplement, pour nos inscriptions, les affiches officielles du général Von Seeckt ou des municipalités. Les propriétaires seront alors très embarrassés, ne sachant plus s'ils doivent aussi enlever les affiches du général ; car cela aussi est défendu sous peine de fortes amendes... »

Nos camarades ont été jusqu'à utiliser les monuments

de la fameuse « Allée de la Victoire » à Berlin, où toute la bande des Hohenzollern et toute leur camarilla qui les entourent pour leur propagande...

C'est ainsi qu'un beau matin, les bourgeois berlinois, rentrant de vadrouille, aperçurent, à leur grand effroi, peints à l'huile et en rouge sur le socle de 16 statues vénérées et sur les bapes de marbre en demi-cercle autour de chaque statue, ces mots abhorrés : « Oppresseur du Peuple ». Et comme l'huile pénétra profondément dans la pierre poreuse, il fut extrêmement difficile d'enlever l'inscription. Jusqu'à maintenant, la police n'a pas pu mettre la main sur les « criminels ».

Voici, en passant, quelques-uns des exemples de travail pratique employés par nos camarades d'Allemagne et dont les camarades français peuvent tirer parti.

JEAN.

La Commune de Paris

L'héroïsme avec lequel la population de Paris — hommes, femmes, enfants — combattit encore huit jours après l'entrée des Versaillais, réfléchit la grandeur de la cause pour laquelle elle se sacrifiait autant que les exploits infernaux des soldats réfléchissent l'esprit inouï de cette civilisation dont ils sont les mercenaires et les défenseurs. Glorieuse civilisation, en effet, dont le grand problème à cette heure est de trouver un moyen de se débarrasser des cadavres amoncelés qu'elle a faits après la bataille!

Pour trouver un parallèle à la conduite de Thiers et de ses sanguinaires limiers, il nous faut remonter aux temps de Sylla et des deux triumvirats. Même carnage, sans distinction de personnes, après le combat; dans le massacre, même insouciance de l'âge et du sexe; même système de torturer les prisonniers; mêmes proscriptions, mais cette fois de toute une classe; même chasse sauvage aux chefs qui se cachent, de crainte qu'un seul n'échappe à la mort; mêmes dénonciations d'ennemis politiques et d'ennemis personnels; mêmes assassinats de citoyens complètement étrangers à la lutte, exécutés avec même indifférence.

Oh! Il faut pourtant faire une distinction: les Romains n'avaient pas de mitrailleuses pour expédier en bloc les citoyens proscrits; ils n'avaient pas les « lois à la main »; ils n'avaient pas sur les lèvres le cri de civilisation!

Dans tous les sanglants triomphes qu'elle remporte sur les champions, toujours prêts au sacrifice, d'une nouvelle et meilleure société, cette civilisation scélérate, fondée sur l'asservissement du travail, étouffe les gémissements de ses victimes sous une clameur de calomnie que l'écho répercute dans le monde entier. Du Paris de la Commune, plein de clameur et de sérénité, la meute de l'ordre plein de calme et de sérénité, la meute de l'ordre fait tout à coup un vrai pandémonium; savez-vous ce que cette effrayante transformation démontre à l'esprit bourgeois de tous les pays? Eh bien! c'est que la Commune complotait la ruine de la civilisation. Les Parisiens, avec enthousiasme, se jettent pour la Commune; le nombre de leurs morts dépasse celui des plus grandes batailles connues dans l'histoire. Savez-vous ce que cela prouve? Eh bien! c'est que la Commune n'était pas le gouvernement du peuple, mais bien le fait de l'usurpation d'une poignée de scélérats. Les femmes de

Paris donnent joyeusement leur vie aux barricades ou devant le peloton d'exécution. Ce que cela prouve? C'est que le démon de la Commune les avait changées en mégères et en hécatés! La modération de la Commune, pendant deux mois à une domination incontestée, n'a d'égal que l'héroïsme de la défense. Ce que cela prouve? C'est que pendant des mois la Commune cachait sa main sous un masque de modération et d'humanité, et soif du sang, provenant de ses instincts démoniaques, pour y donner un libre cours à l'heure de son agonie.

Le Paris des ouvriers, en accomplissant sur lui-même son héroïque holocauste, enveloppa dans les flammes des édifices particuliers et des monuments publics. A l'heure où ils dépècent la chair vivante du prolétariat, ses maîtres ne doivent plus compter qu'ils vont réintégrer triomphants l'architecture intacte de leurs demeures. Le gouvernement de Versailles crie: incendiaires! et souffle ce mot d'ordre à tous ses agents, jusqu'au fond des hameaux les plus reculés pour donner partout la chasse à ses ennemis, qu'il fait ainsi suspecter d'être des incendiaires de profession. La bourgeoisie du monde entier, qui contemple complaisamment le massacre après la bataille, a des convulsions d'horreur devant la profanation de la pierre de taille et du mortier!

...Encore la défense n'eut-elle recours à l'incendie qu'après que les troupes versaillaises eurent commencé leur tuerie en masse des prisonniers. D'autre part, la Commune avait longtemps auparavant proclamé publiquement que si on l'acculait à cette extrémité, elle s'ensevelirait sous les ruines et ferait de Paris un second Moscou, comme le Gouvernement de la Défense Nationale l'avait également promis, mais uniquement pour voiler sa trahison. Trochu avait déjà, à cet effet, réuni des amas considérables de pétroles.

La Commune savait que si ses adversaires n'avaient aucun souci de la vie de la population de Paris, en revanche ils avaient grand souci des immeubles qu'ils y possédaient. Et, d'autre part, Thiers l'avait avertie que sa vengeance serait implacable. A peine eut-il, d'un côté de Paris, son armée prête à y entrer et, de l'autre, les Prussiens fermant toute issue, qu'il cria bien haut: « Je serai impitoyable! L'expiation sera complète et la justice inflexible. »

Karl MARX.

Les Elections Italiennes

Les élections du 6 avril ont une très grande importance pour le Parti communiste italien et pour l'Internationale, car elles permettent d'évaluer les forces prolétariennes d'Italie et de juger de leur capacité de lutte dans la guerre implacable contre le fascisme.

Elles étaient aussi le développement de la politique fasciste. Les communistes ne peuvent pas se contenter de la définition du fascisme, ils doivent en suivre attentivement la tactique, en prévoir l'évolution pour le combattre sur tous les terrains où il se placera.

Après un an et demi de dictature du pouvoir fasciste, venant après deux années de terreur exercée avec l'appui des gouvernements libéraux, nous nous posons ces questions :

1° Quelle est l'importance des masses prolétariennes qui suivent encore le drapeau révolutionnaire, combien de travailleurs militent encore dans l'armée de classe, même lorsqu'ils sont prisonniers dans ces véritables « camps de concentration » que sont les syndicats fascistes;

2° Existe-t-il toujours la possibilité de rassembler les masses avec un mot d'ordre, de reconstituer les phalanges dispersées, et de les lancer de nouveau dans la lutte en leur donnant conscience de leur propre force?

3° Que représentent les élections actuelles pour le fascisme au pouvoir? Quelle évolution détermineront-elles dans sa tactique et dans ses méthodes?

Les élections constituent un point d'orientation pour juger la situation italienne. Il était très difficile au Parti communiste de se rendre compte de l'état d'esprit des travailleurs. L'unité de la masse avait été brisée par les violences du fascisme. Les organisations syndicales et coopératives, les cercles de culture, les Maisons du Peuple avaient été détruits ou conquis militairement par les troupes fascistes; depuis des années, certaines régions d'Italie ne pouvaient plus recevoir de journaux subversifs; le droit de grève était nié, et les droits du travail refusés à qui ne présentait pas la carte tricolore du syndicat fasciste; les liens entre le prolétariat des villes et le prolétariat des campagnes étaient rompus; toute liberté d'organisation admise par les lois libérales était annulée par la dictature. Plus de 10.000 militants emprisonnés, des milliers de morts, des centaines de mille obligés de fuir à l'étranger. Malgré cela, le 6 avril, en pleine terreur fasciste, les travailleurs italiens donnent 1.100.000 voix aux trois listes prolétariennes, dont 300.000 à la liste communiste.

Les grandes villes ouvrières : Milan, Turin, Gênes, Venise donnent une majorité antifasciste ainsi que les centres industriels de l'Italie du Nord. La liste fasciste obtient la majorité grâce à l'appui des campagnes et de l'Italie du Sud. C'est que, dans ces campagnes, la terreur fasciste s'est exercée sans frein. Et, dans l'Italie méridionale, le fascisme a pu accaparer la clientèle électorale par un favoritisme et des procédés de corruption inouïs.

La chronique des crimes fascistes est interminable; expéditions, punitions, assassinats, bastonnades

en masse, système d'intimidation de tout genre: dans les Pouilles, les électeurs ont été contraints de voter entre les fusils des fascistes. La falsification du vote était telle qu'un même électeur pouvait voter jusqu'à 30 fois avec de faux papiers. On comprend que le résultat des élections qui se sont déroulées dans une telle ambiance fait ressortir avec vigueur l'affirmation de classe du prolétariat.

Ces élections du 6 avril doivent être considérées comme une phase de la marche fasciste sur Rome et que la bourgeoisie italienne ne peut plus renoncer aux méthodes de violence antiprolétarienne qu'elle a instaurées en 1921 pour empêcher l'avance victorieuse du communisme. Il n'est pas vrai qu'en Italie la guerre de classe subisse un temps d'arrêt. Il n'est pas vrai, non plus, que la classe ouvrière ait déserté les positions révolutionnaires. Si le réseau des organisations de classe a été bouleversé par la fureur de la réaction, la volonté de la masse est toujours combattive. Le capitalisme, qui a créé le fascisme, reste prisonnier de celui-ci, du fait que les élections ont prouvé que la mentalité prolétarienne n'avait point changé. La bourgeoisie, dès lors, comprend qu'elle ne peut plus se replier sur des positions libérales. La lutte jusqu'au bout se poursuit donc en Italie; depuis 1919, la crise du régime continue. Entre la dictature bourgeoisie-fasciste et la dictature du prolétariat, il n'y a pas de place pour un retour à une phase de démocratie bourgeoise.

Le nombre minime de suffrages recueillis par les listes libérales et démocrates est un signe que l'idéologie libérale est disqualifiée. La liquidation de la démocratie est un des résultats les plus importants de l'accession du fascisme au pouvoir.

Les élections ont été encore un excellent moyen pour rendre aux masses le sens de leur force, pour reconstituer l'unité d'action et pour faire comprendre à la classe ouvrière que seule la violence révolutionnaire est capable de renverser l'édifice bourgeois. C'est pourquoi elles ont été considérées par notre Parti comme une plateforme pour rassembler les ouvriers et les paysans, pour reconstituer le front unique du prolétariat italien.

D'importants résultats ont été déjà obtenus. La participation aux élections du prolétariat italien est due à la décision du Parti communiste d'entrer dans la lutte alors que les deux partis socialistes (unitaire et maximaliste) préconisaient l'abstention, les élections devant se dérouler sous un régime de terreur. Le problème de la liberté du vote ne peut pas être posé comme condition par le Parti communiste à sa participation aux élections. Nous refusons de considérer les institutions démocrates-bourgeoises comme un instrument d'émancipation légale du prolétariat. Nous savons que les travailleurs vivent continuellement sous un régime de violence et de dictature bourgeoise. Par conséquent, nulle raison de légalité ne devait nous empêcher de prendre part aux élections, dans lesquelles notre Parti devait s'affirmer, coûte que coûte.

La tentative d'établir un programme minimum avec les deux partis socialistes ayant échoué, notre

Parti constitua avec la fraction Troisième Internationale du Parti socialiste le bloc de l'Unité prolétarienne. Autour de ce bloc, dirigé par les communistes, se rasserablèrent les ouvriers et les paysans révolutionnaires. L'Unité Prolétarienne permettra de liquider l'équivoque maximaliste et de combattre les social-démocrates, qui désirent l'alliance avec les fractions de gauche bourgeoises sur un programme de défense des libertés légales

En ce qui concerne le gouvernement, la présente victoire électorale constitue une légalisation de la marche sur Rome et de la dictature fasciste. La Chambre précédente avait subi le fascisme par la lâcheté de ses membres qui, en majorité, étaient antifascistes. Aujourd'hui, Mussolini possède une majorité parlementaire sur laquelle il pourra compter d'une manière absolue. En profitera-t-il pour pratiquer une réforme de la Constitution, pour faire voter des lois, d'exception contre les partis subversifs, pour réprimer légalement la presse d'opposition? La dictature fasciste cherchera-t-elle à se forger un appareil légal pour assurer sa per-

manence au pouvoir contre toute tentative de revanche prolétarienne, ou Mussolini continuera-t-il à maintenir les bases de l'Etat libéral tout en complétant la réaction d'Etat avec l'action illégale de ses bandes? C'est ce que nous verrons.

Pour le moment, relevons le commentaire officiel de l'Agence Volta sur les élections :

« La signification des élections est celle-ci : les Italiens donnent un mandat de confiance à Mussolini; ce que Mussolini a fait jusqu'ici est garant de ce que Mussolini fera. »

Le mandat de confiance du peuple italien à Mussolini contient-il l'annonce de la réforme de la Constitution?

D'autre part, les violences sauvages commises dans les provinces de Milan et la Ligurie au cours desquelles des centaines de coopératives socialistes et populaires ont été détruites en deux nuits d'expédition punitive, ont démontré aussi que le fascisme ne renoncerait pas à l'action illégale pour confier cette tâche à une action renforcée de l'Etat.

ARTEL.

EN RUSSIE SOVIETISTE

Chez les Ouvriers de Rostov-sur-Don

« Anarchie, lenteur, incapacité des travailleurs russes », tel est le trinôme dont partout dans le monde, la bourgeoisie s'est servi pour étayer dès le premier jour de la dictature prolétarienne la prophétie de la fin du nouveau régime révolutionnaire. Mais même au communiste étranger, plutôt prévenu en faveur des ouvriers russes, la visite des lieux de travail, pendant cette active période de reconstruction, réserve d'agréables surprises. Pendant un court séjour à Rostov-sur-Don nous avons eu l'occasion de visiter une fabrique de machines agricoles, l'Aksai, qui occupe plus de mille ouvriers. Cette usine qui, même aux heures les plus sombres de la révolution, n'a pas cessé un seul jour de travailler, subsiste et prospère grâce aux efforts des ouvriers eux-mêmes. Ils ont déjà montré leur attachement à l'usine pendant la révolution, en la défendant le fusil au poing. Pendant une longue période de misère et de famine ils ont travaillé sans recevoir de salaire. Aujourd'hui on y travaille fébrilement. Chacun est à son poste. Les résultats de l'auto-discipline sautent aux yeux. Sur les visages de ces ouvriers la marque de l'esclavage, si évidente chez nos ouvriers d'Italie sous le régime fasciste, est à jamais disparue; sans être joyeux les travailleurs russes sont sereins.

Dans l'usine, plus de contremaitres : des hommes choisis par leurs propres camarades de travail veillent à l'exécution du travail. J'ai cherché en vain des flâneurs ou des causeurs : partout la plus grande activité. L'atmosphère même de l'usine, malsaine comme elle doit être, dans la fonderie par exemple, a bien été améliorée. « La poussière de charbon est notre bête noire », nous disait le camarade Chaïevski, vieux métallurgiste,

devenu maintenant directeur de l'usine, en nous exposant ce qu'on a fait pour absorber la poussière et rendre l'air plus respirable.

Les salaires des ouvriers sont encore relativement bas et ne permettent qu'une vie modeste; mais la période de disette est passée; on n'a pas encore le confort mais on commence à atteindre le nécessaire. Ce qui fait que la masse ouvrière russe est pleine d'espérance, qu'elle est rassurée et sereine, c'est qu'elle voit presque jour par jour s'améliorer sa situation, et que si elle jette un coup d'œil en arrière sur celle qu'elle était il y a deux ou trois ans, elle s'aperçoit du chemin parcouru, vers le mieux.

Aussi, laissant de côté la part que peut jouer l'idéalisme dans les mobiles politiques de l'ouvrier, la sensation de cette sécurité, de ce bien-être qui est là à la portée de la main, qui demain deviendra une réalité, attache toujours plus les travailleurs au régime soviétiste. D'autre part, le prolétariat russe sent qu'il est entouré d'un monde d'ennemis, et se rend bien compte que la commune russe victorieuse ne pourra subsister que si d'autres pays viennent se joindre à elle. De là leur profonde sympathie pour tous leurs frères de lutte d'au-delà les frontières, leur intérêt extraordinaire pour ce qui se passe à l'étranger tant dans la vie politique générale que dans celle des partis. Il faut avoir parlé devant un auditoire d'ouvriers russes et avoir reçu la pluie consacrée des *zapiski* (petits billets roulés envoyés à la présidence du meeting pour poser quelque question) pour savoir à quel point l'auditoire prolétarien russe est au courant de la vie à l'étranger. Ce prolétariat qui est passé par toute la

gamme des souffrances, et qui s'en relève à peine est animé du plus grand esprit de solidarité internationale. L'Aide Rouge Internationale (M.O.P.R.) est devenue ici une des institutions les plus populaires. Partout où les orateurs étrangers et russes sont passés le 18 mars pour commémorer la Commune de Paris et pour parler en faveur du Secours Rouge, des noyaux du M.O.P.R. se sont fondés, partout on a souscrit, partout des fonds ont été recueillis pour les victimes

de la répression internationale. Et c'est ainsi qu'après avoir donné leur sang dans l'armée rouge pour l'émancipation sociale du prolétariat les travailleurs russes donnent maintenant à leurs frères emprisonnés dans tous les pays capitalistes, une part du salaire dont ils ont tant besoin eux-mêmes. Les russes comprennent ainsi la solidarité révolutionnaire et les militants d'au-delà des frontières soviétistes sauront l'apprécier.

Edmundo PELUSO.

La Nouvelle Epuration du Parti Communiste

Le camarade A. Soltz, écrivait dans la Pravda du 1^{er} avril sur la nouvelle épuration du Parti :

La bureaucratie communiste — car nous en avons une — s'est émue. Ça se comprend. On se met à l'épurer. La dernière conférence du Parti a non seulement décidé d'augmenter les cadres ouvriers de notre Parti mais aussi de le nettoyer de l'élément étranger.

L'épuration actuelle n'a pas pour objectif d'atteindre les éléments malhonnêtes venus au Parti dirigeant parce qu'il est le Parti dirigeant. Cet élément-là on s'en débarrasse chemin faisant tous les jours. Il s'agit maintenant d'atteindre ceux qui se sont installés dans le Parti et y restent pour les avantages de carrière qu'on y trouve.

Le fait que nous sommes au pouvoir attire dans notre Parti des éléments étrangers et y maintient ceux que le pouvoir a corrompus, ceux qui, par leurs idées, se sont éloignés de lui mais y restent par intérêt matériel. Il peut y avoir parmi ces derniers des travailleurs consciencieux et capables ; mais leur place n'est plus dans le Parti, si ce parti leur est étranger, si leur travail n'est pas pénétré de l'esprit du parti, si l'on s'aperçoit que leur présence dans nos rangs n'a pas eu pour résultat de leur procurer l'intelligence des principes d'organisation du bolchevisme, de ses fins et de ses moyens.

La multiplication de tels éléments dans le parti, alors que nous sommes au pouvoir, nous menacerait de dégénérescence, de bureaucratization, de disparition de notre tactique révolutionnaire. Aussi devons-nous considérer avec la plus grande attention la composition de notre parti et en écarter tout ballast.

Cette épuration peut le mieux être faite par des ouvriers, vieux militants éprouvés. Leur instinct de classe leur permettra de discerner le plus facilement et le mieux qui doit rester dans le parti.

...Que les commissaires haut placés ne soient pas vexés d'être épurés par des ouvriers inconnus. Qu'ils ne s'alarment pas de l'épuration, mais qu'ils y concourent ! Nous épurons le parti et nous l'épurons de tous ceux qui, au pouvoir, n'ont conservé du communisme que leur carte de membre du P. C. Nous achèverons cette tâche, aussi désagréable qu'elle soit à quelques bureaucrates dont précisément nous voulons nous débarrasser.

Le camarade Chkiriatoï a fait, le 29 mars, à l'assemblée plénière du Comité Central du P.C. russe, un rapport détaillé sur les débuts de l'épuration des organisations de Moscou. Nous en extrayons les passages suivants :

L'organisation de Moscou s'est mise au travail, il y a environ un mois. Les camarades chargés de l'épuration ont reçu des instructions précises. Il leur a été prescrit de ne jamais encourir le reproche de paraître vouloir éliminer des membres qui, dans la récente discussion du Parti, auraient appartenu à l'opposition. Il leur a été prescrit d'aborder les éléments non prolétariens dans l'esprit de la plus franche camaraderie, afin que l'on ne puisse supposer que l'épuration est faite contre les non-prolétaires.

Le noyau communiste du *Centrosouz* (Centre des Coopératives) a donné 25 % d'exclusions. Le Comité Central a cru devoir examiner ce cas. Ce noyau comprend 300 membres dont les 6/10^e ont appartenu par leur passé à d'autres partis que le nôtre, et dont beaucoup ont été mencheviks. On comprendra que la commission se soit montrée circonspecte et le noyau un peu nerveux. Pourtant le travail a été, en général, bien fait. En ce moment, 67 noyaux s'épurent. Au total, l'organisation de Moscou aura à épurer 300 noyaux comprenant environ 20.000 membres. En général, les exclusions s'élèvent à 20 %. Pour assurer le succès de l'épuration, la Commission Centrale de Contrôle délègue ses membres dans les noyaux les plus importants.

Au *Centrosouz*, il y a parmi les exclus des partisans zélés du Comité Central pendant la récente discussion ; par contre, ont été maintenus dans le Parti certains des membres les plus énergiques et les plus véhéments des oppositions. De sorte qu'il ne peut être question de partialité dans l'épuration.

LISEZ LES LIVRES DE LÉNINE :

L'Etat et la Révolution ;
La maladie infantile du Communisme ;
La Révolution prolétarienne ;
L'Impérialisme ;
Le rôle de la Jeunesse Communiste.
Sur la route de l'insurrection.

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

Ordre du Jour du 5^e Congrès de l'I. C.

1. Lénine et l'Internationale Communiste. — Sur les principes et la propagande du Léninisme (Les rapporteurs sont désignés par les Comités Centraux des pays suivants : Russie, Allemagne, France, Indes et Bulgarie).

2. La situation économique mondiale (Rapporteur : Varga).

3. Rapport sur l'activité et la tactique de l'I. C. (Rapporteur principal : Zinoviev. Co-rapporteurs désignés par les sections).

4. Question du programme (Rapporteurs : Boukharine, Thalheimer, et éventuellement un troisième camarade désigné par la commission du programme).

5. La tactique syndicale.

6. Questions nationales :

a) L'attitude des partis envers la question nationale (Russie, Pologne, Tchéco-Slovaquie, Balkans). Rapporteurs : Staline, un camarade polonais, tchèque et yougo-slave.

b) Le mouvement révolutionnaire en Orient et dans les colonies (Indes et autres). Rapporteurs : Katayama, Roy, etc...

c) La question nègre. Les rapporteurs seront désignés par les partis français et américains.

7. Questions d'organisation :

a) La structure organique des partis (cellules, etc.).

b) Statuts de l'I.C.

c) L'action des Partis communistes parmi les femmes.

d) L'action illégale ;

e) L'action dans l'armée.

(Rapporteurs : Platnitsky, Mizkevitch-Kapsukas et un camarade allemand)

8. Propagande.

9. Le Fascisme (Rapporteur : un camarade italien et allemand).

10. La question des intellectuels (Rapporteurs : Zetkin, un camarade français et un représentant des colonies.

11. L'Internationale Paysanne.

12. Le mouvement des Jeunes.

13. Le Secours Rouge International.

14. Questions concernant les différentes sections :

a) Russie ; b) Allemagne ; c) Italie ; d) Bulgarie ;

e) Angleterre ; f) Etats-Unis ; g) Japon.

(Les rapporteurs et éventuellement les co-rapporteurs seront nommés par les sections.

15. La question coopérative.

16. Election du Comité Exécutif et du président de l'I.C.

L'OPINION DES MILITANTS

Le Gouvernail de l'Internationale

La crise est terminée. Les résolutions du Comité Directeur du Parti français approuvées par l'Exécutif de l'Internationale Communiste — sur les problèmes allemand-anglais-russe-français — ont été adoptées à une grande majorité par le Comité Directeur ; toutes ces questions doivent être très sérieusement étudiées par les Fédérations, moins avec le souci de blâmer qu'en vue de retirer des erreurs du passé un enseignement pour l'avenir.

Le péril est conjuré dans le parti russe ; la « bataille de géants » est terminée.

Nous avons appris avec un immense soupir de soulagement que Trotsky a repris sa collaboration avec le Comité Central, car, nonobstant les divergences de vues qui nous avaient séparés des camarades de l'opposition russe, nous avons pour tous les militants qui ont fait la Révolution russe une admiration sans bornes ; c'est pour nous un bloc inébranlable de géants révolutionnaires.

La conclusion de ces débats passionnés — comme jadis la lutte des Girondins et des Montagnards — est, à mon avis, celle-ci :

La reprise des relations de la République des Soviets avec les Etats capitalistes obligera nos camarades du parti russe à repousser l'assaut redoutable des financiers, commerçants, industriels étrangers et à dresser un mur infranchissable pour se défendre contre l'infiltration et la corruption capitalistes qui essaieront de pénétrer avec les concessions dans l'Etat prolétarien. Au moment où l'impérieuse nécessité économique et aussi l'inertie prolongée du prolétariat mondial obligent le parti russe à laisser relever la tête à la petite bourgeoisie et renaître le commerce et l'industrie privée,

ce n'est pas à l'heure du recul stratégique de la Révolution russe qu'il faut affaiblir le pouvoir central bolchevik en l'élargissant en démocratie ouvrière... sous peine de voir mettre en péril et la Révolution russe et le sort même de la Révolution mondiale.

L'offensive capitaliste, se développant dans tous les pays pour faire payer les frais de la guerre au Proletariat, essayant de renforcer sa puissance par des coups d'Etat fascistes, nous pensons qu'il ne faut pas détraquer les aiguilles de la boussole de la Révolution mondiale.

Il faut lui laisser marquer le Nord de la Révolution indiqué par Lénine au pôle de la Dictature du Proletariat.

La Dictature du Proletariat ! Par ce signe, seulement par ce signe, nous vaincrons. Il nous sera nécessaire aussi longtemps qu'un seul Etat prolétarien se dressera — comme un îlot perdu au milieu de l'Océan, rongé par les vagues capitalistes.

Michel MARTY,
Perpignan.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.